

Horaire des prières
Fajr : 04h35 Dohr : 12h48
Asr : 16h30 Maghreb : 19h29 Isha : 20h54

Iftar : 19h29
Imsak : 04h23

MÉTÉO

Alger	: 20°	11°
Oran	: 17°	13°
Annaba	: 24°	11°
Béjaïa	: 16°	06°
Tamanrasset:	33°	17°

www.dknews-dz.com

ALGÉRIE-RUSSIE

Le Président Tebboune reçoit une communication téléphonique de Vladimir Poutine

P. 24

ALGÉRIE - PALESTINE

Tebboune appelle la communauté internationale à agir pour protéger les civils palestiniens et leurs lieux saints

P. 3

ALGÉRIE-LIBYE

Tebboune reçoit le chef du Gouvernement d'Unité nationale de Libye

P. 24

SAHARA OCCIDENTAL

Belani : «L'Algérie exige des "clarifications préalables et franches" pour le retour de son ambassadeur à Madrid»

L'Envoyé spécial chargé de la question du Sahara occidental et des pays du Maghreb au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Amar Belani, a indiqué, lundi, que le retour de l'ambassadeur d'Algérie à Madrid "sera tranché souverainement par les autorités algériennes dans le cadre de clarifications préalables et franches pour reconstruire une confiance sérieusement abîmée". Dans une déclaration à l'APS, M. Belani a affirmé que "le retour de l'ambassadeur d'Algérie à Madrid sera tranché souverainement par les autorités algériennes dans le cadre de clarifications préalables et franches pour reconstruire une confiance sérieusement abîmée sur la base de principes clairs, prévisibles et conformes au droit international". S'agissant de ceux qui spéculent naïvement sur "une colère passagère de l'Algérie, ils ne sont pas en phase avec la réalité", a-t-il répondu.

P. 3



CASNOS

Revalorisation des pensions de retraite des affiliés

P. 3

EXPLORATION PÉTROLIÈRE

Sonatrach en tête dans la région arabe et en Afrique

P. 6

VILLE NOUVELLE DE HASSI-MESSAOUD

Avancement notable des chantiers

P. 5

SANTÉ

DIABÈTE

4 trucs insolites pour l'éviter

Pp 12-13

FOOTBALL

MONDIAL-2022 (BARRAGES RETOUR)

ALGÉRIE-CAMEROUN 1-2

"La FAF prête à saisir le TAS" (membre fédéral)

P. 21



MUSIQUE

Lounis Ait Menguellet, poète et chanteur de toutes les générations

P. 16

ARTISANAT

La fête du bijou traditionnel d'Ath Yenni du 28 juillet au 6 août

P. 2

CONSEIL DE LA NATION Vote de 4 projets de loi



Le Conseil de la nation tient, mardi après-midi, une séance plénière consacrée au vote de 4 projets de loi, indique un communiqué de cette institution.

Il s'agit du projet de loi "fixant l'organisation et la composition ainsi que les autres attributions de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption", "le projet de loi portant code de commerce", "le projet de loi organique fixant les modalités d'élection des membres du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et ses règles d'organisation et de fonctionnement", et "le projet de loi portant découpage judiciaire", a précisé la même source.

CONSTANTINE 17 blessés dans une collision entre un bus et deux véhicules de tourisme



Dix Sept (17) personnes ont été blessées, lundi après-midi, suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs et deux véhicules de tourisme, survenue sur la RN 20 à la sortie de la daïra d'Aïn Abid (Constantine), a-t-on appris auprès de la Direction de la Protection civile (DPC).

Selon la même source, les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile d'Aïn Abid sont intervenus suite à une collision entre un minibus assurant la ligne Constantine-Guelma et deux véhicules de tourisme au niveau de la RN 20, à la sortie de la daïra d'Aïn Abid en direction de la commune d'Oued Zenati (Guelma), faisant 17 blessés à divers degrés, âgés entre 4 et 66 ans.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 34 morts et 1.108 blessés en une semaine

Trente-quatre (34) personnes sont mortes et 1.108 autres ont été blessées dans 964 accidents de la route survenus durant la période allant du 10 au 16 avril en cours à travers plusieurs wilayas du pays, indique mardi un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Mostaganem avec 5 personnes décédées et 23 autres blessées, suite à 26 accidents de la route, précise la même source.

Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont effectué 653 interventions pour procéder à l'extinction de 400 incendies, notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau de la wilaya d'Alger avec 64 interventions pour l'extinction de 38 incendies.

PRIX D'ALGER DE RÉCITATION DU CORAN Début des épreuves de sélection



Les épreuves de sélection du Concours national de récitation du Saint Coran pour remporter le Prix d'Alger de récitation du Coran a débuté lundi à Dar El-Imam à Mohammadia (Alger), avec la participation de 58 récitants.

Le concours concerne deux catégories: le concours national de récitation, de psalmodie et d'exégèse du Saint Coran pour les adultes de plus de 25 ans, et le concours d'encouragement des jeunes de moins de 15 ans, a précisé le sous-directeur de la communication au ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Zaghdani.

Ces épreuves de sélection verront la participation par visioconférence de 58 récitants des différentes wilayas du pays, lesquelles permettront la sélection de 15 récitants dans chacune des deux catégories.

Les finalistes participeront à l'épreuve finale du prix qui se déroulera en présentiel du 23 au 27 Ramadhan.

Cette manifestation religieuse sera clôturée par la distinction des lauréats durant "Leilat El-Kadr".

ARTISANAT La fête du bijou traditionnel d'Ath Yenni du 28 juillet au 6 août



La fête du bijou traditionnel d'Ath Yenni (Tizi-Ouzou) se tiendra du 28 juillet au 6 août prochains après plus de deux années d'éclipse à cause notamment de la pandémie du Covid-19, a-t-on appris lundi auprès des organisateurs.

Cette fête qui draine habituellement des visiteurs des quatre coins de la wilaya, mais aussi de nombreuses régions du pays en quête d'authenticité, se veut être une "bouffée d'oxygène" pour les artisans qui souffrent de mévente, de la concurrence déloyale des bijoux confectionnés, de la cherté, voir de l'indisponibilité de la matière première, l'argent et le Corail, pour défendre ce patrimoine et espérer vendre, a-t-on appris auprès de bijoutiers de la région.

CRIMINALITÉ Baisse des affaires d'agression en mars dernier

Les services opérationnels de la Sûreté nationale ont enregistré en mars dernier "une baisse" du nombre des affaires liées aux agressions avec des armes blanches, a indiqué lundi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). "Les services de la Sûreté nationale ont enregistré en mars dernier une baisse du nombre des affaires liées aux agressions avec des armes blanches et au port d'armes blanches prohibées, soit un taux de 16,32% par rapport à février 2022", lit-on dans le communiqué. Les mêmes services, ajoute la source, ont pu arrêter 2.281 suspects impliqués dans 2.226 affaires liées à l'agression et au port d'armes blanches durant la même période.

ORAN Deux morts et trois blessés dans un accident de la circulation à Hassi Bounif



Deux (02) personnes ont trouvé la mort et trois (03) autres ont été blessées dans un accident de la circulation, survenu lundi soir dans la commune de Hassi Bounif, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

L'accident a eu lieu à 21h15 sur le chemin de wilaya (CW) N 46 dans la commune de Hassi Bounif lorsque le chauffeur a perdu le contrôle de son véhicule pour percuter un arbre, causant la mort sur le coup de deux personnes âgées de 23 et 24 ans et 3 blessés à différents degrés de gravité.

Les corps des deux victimes ont été transférés par les agents de la Protection civile à la morgue de l'Établissement hospitalier universitaire d'Oran "1^{er} novembre 1954", et les blessés âgés entre 18 et 26 ans ont été évacués au service des urgences médicales du même établissement hospitalier.

Les services de la Gendarmerie nationale de Hassi Bounif ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident, selon la même source.

TIZI-OUZOU 18 élèves légèrement blessés suite au dérapage d'un bus scolaire à Aïn Zaouia



Dix-huit (18) élèves souffrant de blessures légères suite au dérapage de leur bus scolaire mardi matin à Aïn Zaouia (sud-ouest de Tizi-Ouzou), ont été secourus, par les éléments de la Protection civile, a indiqué la direction de wilaya de la Protection civile.

L'accident s'est produit vers 8h, au lieu-dit Mechmel dans la commune de Aïn Zaouia.

Le bus scolaire qui transportait des collégiens et des lycéens, majoritairement des filles, a dérapé et s'est renversé sur la chaussée, sans faire de tonneaux, a indiqué à l'APS le chargé de communication auprès de la direction de wilaya de la Protection civile le capitaine Kamel Bouchakour.

Les 18 victimes blessées légèrement ou en état de choc, ont été évacuées par les éléments de la Protection civile de Draa El Mizan vers l'hôpital de la ville, a-t-on indiqué.

ALGÉRIE - PALESTINE

Le Président Tebboune appelle la communauté internationale à agir pour protéger les civils palestiniens et leurs lieux saints

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé lundi la communauté internationale à "agir urgemment afin d'assurer la protection nécessaire aux civils palestiniens et à leurs lieux saints conformément au droit international".

"Les attaques commises par les forces d'occupation israéliennes contre la sacralité de la mosquée Al-Aqsa et la violence qu'elles exercent sur les fidèles sans défense rappellent une nouvelle fois les violations systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales", a écrit le Président de la République dans une lettre adressée au secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Antonio Guterres. "Ces développements graves, qui surviennent dans un contexte international tendu, exacerbent l'instabilité dans la région du Moyen-Orient et entravent davantage la perspective d'une solution juste et définitive à la question palestinienne. Ces pratiques récurrentes qui reviennent chaque année durant le mois sacré de Ramadan révèlent la répression exercée par l'occupation sur les civils palestiniens qui, par leur résistance et leurs sacrifices, imposent le respect",



a estimé le Président Tebboune. "Ces conditions tragiques injustifiées mettent en évidence le caractère inévitable d'une solution pacifique et juste, tel que continue de l'affirmer la communauté internationale, à travers son attachement à la nécessité de répondre aux droits nationaux inaliénables du peuple palestinien, à la tête desquels son droit d'établir son Etat-nation indépendant avec Al Qods comme capitale", a soutenu le Président de la République.

Et de souligner que "l'aggravation de la situation contraint la communauté internationale d'assumer pleinement sa responsabilité, et se doit, par l'intermédiaire de l'ONU et du Conseil de sécurité en particulier, d'agir urgemment afin d'assurer la protection nécessaire aux civils palestiniens et à leurs lieux saints conformément au droit international".

Une telle démarche "requiert d'avertir l'occupation des conséquences pouvant résulter de toute mesure sus-

ceptible d'attiser les tensions et de poursuivre le cycle de la violence", lit-on dans la lettre du Président Tebboune. "La crédibilité des Nations unies est souvent mise au défi à travers les actes de violence répétitifs et l'obstination à imposer le fait accompli, ce qui accroît les craintes légitimes des peuples qui croient en une communauté internationale juste et co-existante", a poursuivi le Président de la République. "Devant ces dépassements dont souffre le peuple palestinien, les Nations Unies doivent répondre avec force à la revendication du droit à la vie et concrétiser la justice prônée par les manifestations pacifiques. Je voudrais que vous accordiez à ces développements un intérêt particulier et que vous encouragiez le Conseil de sécurité à prendre en charge cette situation préoccupante, en vue de prendre les mesures appropriées qu'elle exige", a-t-il conclu sa lettre.

SAHARA OCCIDENTAL

L'Algérie exige des "clarifications préalables et franches" pour le retour de son ambassadeur à Madrid (Belani)

L'Envoyé spécial chargé de la question du Sahara occidental et des pays du Maghreb au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Amar Belani, a indiqué, lundi, que le retour de l'ambassadeur d'Algérie à Madrid "sera tranché souverainement par les autorités algériennes dans le cadre de clarifications préalables et franches pour reconstruire une confiance sérieusement abîmée".

Dans une déclaration à l'APS, M. Belani a affirmé que "le retour de l'ambassadeur d'Algérie à Madrid sera tranché souverainement par les autorités algériennes dans le cadre de clarifications préalables et franches pour reconstruire une confiance sérieusement abîmée sur la base de principes clairs, prévisibles et conformes au droit international". S'agissant de ceux qui spéculent naïvement sur "une colère passagère de l'Algérie, ils ne sont pas en phase avec la réalité", a-t-il répondu.

S'exprimant par la même occasion au sujet de la dernière déclaration du chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, l'Envoyé spécial a déclaré: "Il s'agit de propos formulés avec une légèreté déconcertante, qui correspondent à la volonté de s'auto-absoudre de la lourde responsabilité personnelle dans l'adoption de ce surprenant revirement sur la question du Sahara occidental qui rompt avec la position d'équilibre traditionnelle de l'Espagne".

Et de poursuivre: "En se dédouanant, de manière aussi candide, il a laissé entendre que la nouvelle position du gouvernement espagnol sur la question du Sahara occidental est conforme aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et qu'elle s'aligne également avec la position d'autres pays. En ce faisant, il semble oublier que l'Espagne a une responsabilité particulière, tant sur le plan moral que juridique en sa qualité de puissance administrante de juré (statut rappelé en 2014 par l'Audiencia nacional) et en sa qualité de membre du Groupe des amis du Sahara occidental auprès du Secrétaire général des Nations unies". En outre, ajoute le diplomate, la démarche qui consiste à relativiser la gravité de ce changement de la position du gouvernement espagnol sur la question du Sahara occidental en la comparant avec la position de certains pays sur l'autonomie est "abusive et ne reflète pas la réalité". Il rappelle que l'administration américaine évoque "une approche potentielle", quand la France indique que c'est "une base" et que le gouvernement allemand s'est exprimé sur cette option en la qualifiant de "base possible". Pour M. Belani, "on est bien loin de l'affirmation péremptoire au sujet de l'autonomie qui serait la base la plus sérieuse, réaliste et crédible, ce qui équivaut à la reconnaissance induite de la marocanité du Sahara occidental, un territoire non autonome dont le statut final reste à déterminer et qui est éligible à l'autodétermination conformément à la légalité internationale".

PRÉSIDENTE

Tebboune met fin aux fonctions du conseiller chargé des associations religieuses Aissa Belakhdar

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a mis fin mardi aux fonctions de M. Aissa Belakhdar, Conseiller auprès du président de la République chargé des associations religieuses, pour violation du devoir de réserve, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a mis fin ce jour aux fonctions de M. Aissa Belakhdar, Conseiller auprès du président de la République chargé des associations religieuses, pour violation du devoir de réserve", lit-on dans le communiqué.

CASNOS

Revalorisation des pensions de retraite des affiliés

La Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (Casnos) a décidé de relever les pensions des retraités affiliés, et ce, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune portant revalorisation des pensions des retraités au titre des exercices 2021 et 2022, a indiqué mardi un communiqué de la Caisse.

La Casnos a décidé, selon la même source, "des augmentations aux profit des retraités affiliés à la Caisse, et ce, conformément aux instructions du président

de la République portant revalorisation des pensions des retraités au titre des exercices 2021 et 2022, applicables comme suit:

- Augmentation de 10% pour les retraités percevant une pension inférieure ou équivalente à 15.000 DA.
- Augmentation de 5% pour les pensions comprises entre 15.000 DA et 20.000 DA.
- Augmentation de 3% pour les pensions comprises entre 20.000 DA et 43.000 DA.
- Augmentation de 2% pour les pensions de plus de 43.000 DA.

La Casnos invite ses affiliés ayant atteint l'âge de la retraite à soumettre, en ligne, la demande de pension de retraite en vue de bénéficier du nouveau service électronique "E-RETRAITE" dédié aux demandes électroniques de pensions de retraite via l'espace "Damancom".

Ce service permettra aux affiliés de demander leur pensions de retraite et de suivre leur dossier sans se déplacer aux structures de la Caisse, a précisé le communiqué, soulignant que ce nouveau service est disponible 7j/7 et 24h/24.

UNIVERSITÉ

Plaidoyer pour la promotion de la formation doctorale pour assurer la sécurité alimentaire (ministre)

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a appelé lundi depuis l'université Djillali-Bounaïma de Khémis Miliana à promouvoir la formation doctorale dans les projets contribuant à assurer la sécurité alimentaire, sanitaire et énergétique du pays. "J'invite l'université de Khémis Miliana, et à travers elle, les autres établissements universitaires du pays, à promouvoir la formation doctorale dans les projets contribuant à assurer la sécurité alimentaire, sanitaire et énergétique du pays", a souligné le ministre qui s'est rendu à l'université de Khémis Miliana dans le cadre d'une visite d'inspection dans la wilaya. S'attardant sur Aïn Delfla, une wilaya agricole par excellence, il a relevé le rôle susceptible d'être joué

par les enseignants et chercheurs de l'université dans la confection de projets de recherche en mesure d'optimiser la spécificité de cette région et, partant, contribuer à la sécurité alimentaire du pays. Soutenant que la prospérité et le développement de la société ne peuvent être réalisés qu'à travers une économie basée sur la connaissance et la consolidation de l'innovation, il a observé que l'université est à même de jouer le rôle de locomotive dans cette démarche. Il a, dans ce contexte, noté l'importance de lancer des offres de formation qui tiennent compte des besoins de l'environnement économique et social mais également ceux inhérents au développement local. Le ministre a, par ailleurs, appelé les responsables de l'université à nouer des relations étroites

avec les partenaires économiques publics et privés en vue de lancer des projets à même de créer des postes d'emploi aux diplômés universitaires. Lors de leurs interventions, les enseignants ont souligné un certain nombre de préoccupations ayant trait notamment à l'augmentation du quota inhérent au logement de fonction et à l'amélioration des conditions de travail, au moment où les étudiants ont mis l'accent sur la nécessité de renforcer le transport et le débit internet. A l'entame de sa visite, le ministre a inspecté le projet de réalisation de 6000 places pédagogiques, instruisant les responsables de l'université à rattraper le retard enregistré dans sa livraison. "Faute de places pédagogiques à l'université de Khémis Miliana, les étudiants de Aïn Delfla sont orientés

vers les universités des wilayas qui lui sont proches, un état de fait qui n'aura plus droit de cité à la prochaine rentrée", a-t-il fait remarquer, insistant pour que le projet soit réceptionné avant le mois de septembre prochain. Le ministre a également inspecté le projet de réalisation d'une bibliothèque centrale répondant aux normes internationales, notant qu'une fois réceptionnée, cet édifice contribuera à booster l'activité scientifique et culturelle au sein de l'université. Dans la commune de Aïn Soltane, M. Benziane s'est rendu au projet de réalisation d'une résidence universitaire d'une capacité de 1000 lits, exhortant les responsables locaux du secteur à se surpasser pour le réceptionner avant le début de la prochaine année universitaire.

TOURISME

Réception de 25 établissements hôteliers avant la prochaine saison estivale (ministre)

Un total de vingt-cinq (25) établissements hôteliers seront réceptionnés à l'échelle nationale avant le début de la prochaine saison estivale, a fait savoir lundi à Tipasa, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hammadi.

Le ministre, en visite de travail dans la wilaya, a fait part dans une déclaration à la presse, d'une prévision de réception de 25 établissements hôteliers, au niveau de wilayas du littoral du pays, en vue de leur mise en exploitation durant l'été 2022.

Le secteur compte actuellement 50 établissements hôteliers non exploités, dont la mise en service devrait contribuer au renforcement de ses capacités d'accueil, durant la prochaine saison estivale, a-t-il ajouté.

Il s'agit, selon M. Hammadi, d'établissements hôteliers demeurés à l'arrêt et inexploités, pour diverses raisons, avant la promulgation d'une instruction du président de la République stipulant la levée de tous les obstacles entravant les investissements, tout en leur accordant des autorisations d'exploitation. Le ministre a visité, dans ce cadre, un hôtel à Fouka, réalisé sur un foncier agricole, et demeuré de ce fait inexploité pendant plus de dix ans, avant de bénéficier d'une autorisation d'exploitation exceptionnelle délivrée par le wali de Tipasa, dans l'attente de la promulgation de la loi sur l'investissement et le règlement définitif de la situation de son foncier. S'agissant des Zones d'expansion touristique (ZET), le ministre a fait cas d'une décision de révision des Plans d'aménagement touristique de toutes les zones touristiques en butte à des contraintes entravant leur mise en exploitation, à l'instar de la ZET de Daouda, plus grande zone au niveau national, d'une superficie de 150 hectares répartis en plusieurs lots de nature à permettre l'implantation de 14 projets touristiques. "L'Algérie compte 249 ZET créées depuis 1988, mais leur exploitation ne dépasse pas 1,5%, a-t-il déploré, qualifiant ce chiffre de "très, très faible". Par ailleurs, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a révélé, au sujet des tarifs d'hébergement dans les établissements hôteliers publics, que "des instructions strictes ont été données pour l'adoption de tarifs permettant aux familles moyennes d'avoir accès aux structures touristiques", soulignant que le "décret exécutif réglementant cette question est au niveau du Secrétariat général du gouvernement, et sera soumis à débat et approbation".

CULTURE

Coup d'envoi des festivités du mois du Patrimoine (ministre)

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a affirmé, lundi au Palais de la Culture Moufdi Zakaria à Alger, à l'occasion du lancement officiel des festivités du mois du Patrimoine (18 avril-18 mai), que "le patrimoine culturel, matériel et immatériel, représente une forteresse de la mémoire populaire et requiert aujourd'hui plus que jamais davantage de protection et de valorisation".

La ministre intervenait à l'ouverture des travaux d'une journée d'étude sur la protection du patrimoine, placée sous le thème « Protection du patrimoine immatériel et enjeux identitaires », en présence de nombre de membres du gouvernement ainsi que de représentants de certains départements ministériels et des corps de sécurité.

Dans son allocution, Mme. Mouloudji a considéré que ce patrimoine, qui "n'a pas encore atteint le véritable statut qu'il mérite", doit "être revitalisé, préservé et protégé à travers sa collection et son répertoire, avant de le passer à l'étude et à l'analyse".

La ministre a relevé "la responsabilité de tous, individus, Etat et chercheurs dans la protection de ce patrimoine", jugeant indispensable à ce propos "de reconsidérer les politiques menées en matière de préservation du patrimoine et de développement des pratiques scientifiques garantissant sa protection".

Elle a également évoqué les efforts déployés par l'Algérie dans ce domaine, notamment le classement de huit biens culturels immatériels depuis 2008, et le dépôt de trois autres dossiers auprès de l'UNESCO.

Par ailleurs, Mme. Mouloudji a passé en revue "les efforts fournis par le ministère et les établisse-



ments de recherche en vue de préparer de nombreux dossiers à présenter à l'UNESCO, dont un dossier sur les habits traditionnels algériens".

A ce propos, elle a rappelé "l'élaboration d'une base de données pour l'inventaire du patrimoine culturel immatériel", d'autant que le secteur mise aujourd'hui sur une approche inscrite dans le cadre d'une "stratégie prospective donnant lieu à des résultats scientifiques".

Elle a également annoncé que parallèlement à la Journée du savoir, "il a été procédé à la levée de gel sur huit projets dans la ville de Constantine, qui concernent le suivi de la rénovation des bâtiments uniques, dont Dar Daikha, la maison du cheikh Abdelhamid Ben Badis et son imprimerie, à la rénovation des hôtels, des hammams traditionnels, de l'école d'El

Kettania et des zaouïas, ainsi qu'au suivi de l'équipement du Musée national El Hadji Ahmed Bey.

Les travaux de la journée d'étude sur le patrimoine immatériel placée sous le thème « Protection du patrimoine matériel et défis de l'identité » et qui ont été animés par des experts et des chercheurs dans le domaine du patrimoine et des enseignants universitaires, ont abordé plusieurs aspects relatifs à la préservation et à la sauvegarde du patrimoine culturel.

Certaines interventions ont également abordé des questions relatives à la sauvegarde et à la préservation du patrimoine.

Dr Senouci Salih a mis en avant dans son intervention intitulée "mécanismes et moyens de préservation du patrimoine immatériel", l'importance de protéger le patrimoine culturel immatériel, la nécessité de l'ar-

chiver et de la publier de magazines périodiques qui s'intéressent au sujet, en vue de sortir les éléments de ce patrimoine du caractère local. Mme Senouci a également abordé l'importance de la formation, proposant l'organisation de sessions de formation, en vue d'étudier les procédés de collecte et de préservation de ce legs avec la participation de tous les acteurs.

Les intervenants à cette conférence ont souligné l'importance des archives, en vue de vulgariser ce legs ancien et diversifié que possède l'Algérie, la nécessité d'appuyer la formation dans toutes les spécificités et d'intégrer ce patrimoine dans les programmes d'enseignement dans les écoles algériennes.

Ils ont également appelé à la création d'un établissement indépendant propre au patrimoine.

Parmi les questions ayant été abordées, figurent celles relatives à l'élaboration des dossiers relatifs à la préservation et à la conservation du patrimoine, tout en proposant son classement, et ce, en mettant en avant la mise en place d'une stratégie dans l'élaboration des dossiers et en accordant un intérêt à l'impact de ces classements.

Les participants ont également valorisé tous les efforts qui sont fournis pour la préservation de ce legs culturel.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Nécessité d'encourager les stagiaires doués de capacités d'innovation (ministre)

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, a appelé lundi depuis la wilaya de Bordj Bou Arreridj à encourager les stagiaires et les apprenants doués de capacités d'innovation, soulignant que son secteur "recèle une main-d'œuvre qualifiée répondant aux besoins du marché du travail".

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, le ministre a insisté sur la nécessité d'encourager les stagiaires et les apprenants afin de leur permettre de créer des micro-entreprises et des moyennes entreprises et d'investir le monde du travail.

"Nous disposons d'une maison d'accompagnement qui suit le stagiaire jusqu'à la concrétisation de son projet et la création de son entreprise à travers les différents dispositifs de soutien à l'emploi disponibles", a-t-il précisé.

Il a appelé à étendre les spécialités de formation en adéquation avec les capacités économiques de la région, se félicitant des conventions signées avec divers partenaires (directions exécutives, entreprises et collectivités locales).

A cette occasion, le ministre a salué le niveau de la formation profession-

nelle dans cette wilaya qu'il a qualifiée de "pôle industriel par excellence doté d'un tissu industriel diversifié".

Les réalisations des stagiaires du secteur reflètent les efforts de l'Etat pour assurer un cadre pédagogique à la hauteur, conformément aux préconisations et aux 54 engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment celui visant à permettre à la formation professionnelle de promouvoir les possibilités d'emploi des jeunes et de stimuler la production et l'économie nationale, a estimé M. Merabi.

Lors de sa visite dans la wilaya, le ministre a inauguré un centre de formation professionnelle et d'apprentissage dans la commune de Belmour.

Il a également visité une exposition des produits des stagiaires du secteur au niveau du Centre de formation professionnelle et d'apprentissage Alouche-Hachemi, dans le chef-lieu de wilaya.

Après avoir visité l'Institut national spécialisé Moudjahid Othman-Belazzoug et un établissement privé de formation professionnelle, le ministre a inspecté la maison d'accompagnement au niveau de la zone industrielle de Bordj Bou Arreridj.

TRANSPORTS

M. Moundji instruit de l'élaboration d'un guide de sûreté de l'aviation civile



Le ministre des Transports, Abdallah Moundji a appelé, lundi à Alger, à la nécessité d'élaborer un guide de sûreté de l'aviation civile, à partir de propositions pratiques étudiées et expérimentées, avec une révision globale des différents textes réglementaires régissant ce créneau, indique un communiqué du ministère. Le ministre a présidé les travaux de la réunion du Comité national de sûreté de l'aviation civile, en présence de responsables du ministère, de directeurs des établissements de gestion des aéroports, de directeurs de compagnies aériennes ainsi que de représentants du ministère de la Défense nationale, du ministère de l'Intérieur, de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) et de la Direction générale des douanes (DGD).

Lors de cette réunion, les participants ont présenté des exposés sur les plans et systèmes de sûreté dans les aéroports en citant les lacunes enregistrées, après quoi des proposi-

tions visant à hisser le niveau de sécurité au sein de ces infrastructures vitales ont été formulées.

A ce propos, M. Moundji a mis l'accent sur la nécessaire coordination entre toutes les parties prenantes « en vue d'améliorer la performance de ces plans de sécurité et les moderniser conformément aux différentes normes et conventions internationales en vigueur, de manière à rendre ces plans plus efficaces, en activant le rôle du Comité national de sûreté de l'aviation civile et des comités locaux, dans le but d'effectuer une évaluation et, partant, rattraper les insuffisances constatées ».

Par ailleurs, le ministre a jugé important de former le facteur humain et de mettre à sa disposition les moyens organisationnels et techniques qui feront de lui un élément clé dans le domaine de la sécurité au sein des différents établissements sous tutelle, a conclu le communiqué.

BOUMERDÈS Arkab: "accélérer le raccordement énergétique du parc industriel de Larbaâatche"

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a insisté, lundi, sur l'impérative accélération du raccordement du parc industriel de Larbaâatche, à l'est de la wilaya, à l'énergie électrique et au gaz naturel dans les plus brefs délais, en prévision de sa mise en exploitation.

Accompagné du ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar lors de la visite d'inspection des projets du secteur dans la wilaya, M. Arkab a déclaré à la presse que "le raccordement énergétique (gaz et électricité) de cette zone industrielle était indispensable pour encourager les investisseurs à réaliser leurs projets".

Après avoir fait le constat et écouté un exposé sur la situation du parc industriel national de Larbaâatche, le ministre a estimé que le non approvisionnement de cette zone industrielle en énergie électrique et en gaz naturel "compte parmi les problèmes obstruant la mise en exploitation effective et totale du parc", soulignant l'importance de "la coordination entre les différents secteurs concernés et les investisseurs pour accélérer le raccordement de la zone en énergie, en application des recommandations afférentes du Premier ministre".

Pour remédier à ce problème, le ministre a cité la formation d'un groupe de travail représentant la wilaya et les différents départements ministériels concernés qui s'attellera dès la semaine prochaine à l'examen et à la proposition des solutions possibles, et leur application progressive dans un délai n'excédant pas 4 mois, d'autant que le Gouvernement "a exprimé sa disponibilité à prendre en charge l'aspect financier du problème". Selon l'ex-



posé présenté aux deux ministres lors de l'inspection de ce parc industriel national, créé officiellement en 2012 et géré par l'Agence nationale intermédiaire et de régulation foncière (ANIREF), ledit parc industriel s'étend sur une superficie de 136 ha divisée en neuf sous-zones, réparties en 258 lots fonciers. Chaque zone est consacrée à une spécialité d'investissement particulière.

208 lots ont été affectés à ce jour en faveur de 148 projets d'investissement, 127 investisseurs ayant obtenu leurs contrats de concession et 47 autres les permis de construction, et

trois projets complètement achevés demeurent encore inexploités.

En visitant la centrale électrique dans la commune de Cap Djinet, M.

Arkab a souligné que cette structure mise en exploitation en 2019 "compte parmi les plus importantes centrales électriques, de par son appui au réseau national d'électricité".

La centrale en question assure actuellement 1200 mégawatts d'électricité soit la même production que l'année dernière, contre 400 mégawatts en 2019 et 800 mégawatts en 2020, a-t-il conclu.

BOUMERDES Le taux de raccordement au gaz naturel atteint 96,5%

Le taux de raccordement au réseau de gaz naturel dans la wilaya de Boumerdes a atteint 96,5%, selon les précisions de la direction locale de l'Énergie.

Présentant un exposé sur le secteur devant le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab et le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, en visite de travail dans la wilaya, le directeur local de l'Énergie, Moussa Bibi a expliqué que ce taux

représente près de 218.000 foyers raccordés au gaz.

S'agissant des zones d'ombre, le directeur a fait état de 111 zones d'ombre concernées par les projets de gaz naturel, dont 70 ayant bénéficié de programmes de raccordement à cette énergie et 10 autres enregistrant des projets en cours, outre 6 zones qui verront le lancement de projets ultérieurement et 25 autres zones recensées et qui n'ont pas encore bénéficié de rac-

cordement. Par ailleurs, M. Bibi a fait savoir que le taux de raccordement au réseau électrique dans la wilaya a atteint 99,7% à la faveur d'un réseau long de près de 7000 km.

En matière d'énergie électrique, les services concernés ont recensé 75 zones d'ombre concernées par le raccordement au réseau électrique, dont 59 régions raccordées, 8 en cours de raccordement et 8 autres qui n'ont pas encore bénéficié de raccordement à l'énergie

électrique. Le ministre a supervisé au terme de cet exposé la mise en service d'un raccordement de quelque 660 foyers au gaz naturel aux villages Ain El Hamra et Mellooussa dans la région de Bordj Menail à l'est de la wilaya.

Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un projet prévoyant le raccordement de 1200 foyers dans les deux régions à travers la réalisation de 29 km de réseau avec une enveloppe dépassant 63 millions de Da.

VILLE NOUVELLE DE HASSI-MESSAOUD Avancement notable des chantiers

Les travaux de réalisation des logements et des équipements publics connaissent un "avancement notable" au niveau de la ville nouvelle de Hassi-Messaoud (Ouargla), a-t-on appris lundi auprès des responsables du projet.

Les travaux de réalisation de 2.000 logements publics localitatifs (LPL) sont à un stade d'avancement de 95%, tandis que ceux de plusieurs équipements tirent à leur fin, selon les explications fournies par les responsables du projet.

Les équipements publics achevés et livrés au niveau de la nouvelle ville seront mis en service prochainement, a affirmé le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la ville, Mohamed Tarek Belaribi, lors de l'inspection du projet au second jour de sa visite de travail dans la wilaya d'Ouargla.

Ce programme qui entre dans le cadre du nouveau pôle urbain, a indiqué le

ministre, vise à répondre aux besoins de la population locale.

Lors de son inspection de la zone d'activités logistiques, actuellement à 95% d'avancement des travaux, M. Belaribi a mis l'accent sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux pour permettre aux promoteurs de concrétiser leurs projets.

Ces projets, en phase de réalisation, permettront la création de pas moins de 1.500 emplois et généreront, une fois opérationnels, plus de 2.500 emplois, a-t-on expliqué à la délégation ministérielle.

Le ministre a indiqué, à ce titre, qu'en vue de faciliter les mesures administratives aux investisseurs, "un guichet unique sera ouvert pour accompagner les projets" au niveau de ce futur espace urbain.

D'après la présentation faite à la délégation ministérielle, le projet de la ville nouvelle de Hassi Messaoud se compose de

quatre quartiers résidentiels totalisant plus de 20.500 logements, dont 10.299 logements collectifs, 3.658 semi-collectifs, 3.854 individuels et 2.773 mixtes pour une population de 90.000 habitants.

Après s'être enquis du fonctionnement du Centre d'enfouissement technique (CET), doté d'équipements techniques modernes, le ministre a écouté un exposé sur le projet de ceinture verte, peuplée de diverses espèces sylvicoles et phoenicocoles. Le projet vise à protéger la ville nouvelle de Hassi-Messaoud durant les périodes de tempêtes de sable et de Sirocco, de créer un microclimat, en sus de générer des emplois, ont expliqué les responsables du projet.

La délégation ministérielle a également suivi une présentation concernant le projet d'une pépinière pilote pour la production annuelle de plus de 60.000 plants

sylvicoles et d'ornement, sur une superficie de 1,2 hectare.

Le ministre a, au terme de sa visite de travail, tenu une réunion en présence des élus locaux aux deux chambres parlementaires, des représentants de l'Agence AADL de l'habitat rural et ceux de la société civile, pour examiner les questions liées à l'état des programmes de logements dans la wilaya.

M. Belaribi avait procédé, auparavant, au niveau du pôle urbain de la commune d'Ain El-Beida, à la pose de la première pierre pour la réalisation d'un groupement de services comptant une annexe administrative, une agence postale, une salle de soins et un marché de proximité, avant de s'enquérir du projet de 700 logements AADL dans la commune de Sidi-Khouiled.

SÉTIF Nécessaire préservation du patrimoine immatériel



Les participants à une conférence organisée, lundi, à la maison de la culture Houari Boumediène de Sétif, à l'occasion de l'ouverture du mois du patrimoine (18 avril-18 mai) ont appelé à la nécessaire préservation du patrimoine immatériel considéré à la fois "sensible et risque facilement de disparaître".

"Le patrimoine immatériel constitue un héritage important en rapport avec l'identité historique et l'espace géographique, qu'il s'agit de recenser et sauvegarder dans des banques de données locales et nationales", a affirmé le Dr. Chadia Khelfallah, directrice du musée public national de Sétif. Les anthropologues, les sociologues, les associations actives dans le domaine doivent œuvrer à préserver ce patrimoine "sensible", a estimé Dr. Khelfallah, ajoutant que le rôle des chercheurs et des étudiants universitaires est "important et essentiel". Elle a également appelé à élargir les recherches sur ce sujet en coordination avec les universités et consacrer les mémoires de fin d'études et les thèses sur les questions liées au patrimoine afin de le préserver pour les générations futures. Le Dr. Khelfallah a relevé, en outre, que la préservation du patrimoine immatériel constitue une préservation de la diversité culturelle face à une mondialisation galopante, estimant que cela favorise le dialogue interculturel et le respect de modes de vie différents.

De son côté, Nadjet Chouter, chef du service de promotion du patrimoine à la Direction de la culture et des arts de Sétif, a indiqué que "l'intérêt pour la préservation du patrimoine immatériel reste inférieur à celui accordé à la préservation du patrimoine matériel".

Elle a appelé, à cet effet, à protéger les traditions vestimentaires de la région de Sétif, car elles constituent "un pan de la culture et de l'identité, et un trait d'union entre les générations". Selon Mme Chouter, cette préservation nécessite un travail de sensibilisation au concept de patrimoine immatériel par l'organisation d'ateliers d'initiation des citoyens à ce type de patrimoine identitaire et culturel, en vue de le valoriser et le préserver contre l'extinction.

Pour sa part, le directeur du musée archéologique de Djemila, Khelil Azouzi, a mis l'accent sur le rôle de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés dans la protection et la valorisation du patrimoine culturel à l'échelle locale et nationale.

"L'Algérie possède un patrimoine culturel immatériel de tenues vestimentaires traditionnelles, de plats populaires et autres à même d'être intégrés à la liste du patrimoine universel", a estimé M. Azouzi.

Placée sous le thème "Notre patrimoine immatériel, identité et authenticité", la célébration du mois du patrimoine a connu, à son lancement, la tenue d'une exposition à la maison de la culture Houari Boumediène co-initiée par le musée de Djemila, le musée public national de Sétif et l'École des beaux-arts de Sétif en plus d'exhibitions de fantasia.

Le programme prévoit l'organisation de conférences et de journées d'études sur le patrimoine immatériel de la région, des expositions à travers les établissements culturels de la wilaya, et des sorties touristiques vers les sites historiques et archéologiques, a assuré Walid Benbrik, directeur de wilaya de la culture et des arts, en marge du lancement des festivités du mois du patrimoine.

MINES

26 projets dans le domaine de la prospection et de l'exploration (Arkab)

Le secteur de l'Energie et des Mines œuvre actuellement à la mise en œuvre d'un programme englobant 26 projets de recherche dans le domaine de la prospection et de l'exploration minière, a affirmé lundi depuis Boumerdes le ministre du secteur, Mohamed Arkab. Après avoir écouté un exposé sur les activités de l'Office national de recherche géologique et minière (ORGM), M. Arkab, qui était accompagné du ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, dans le cadre d'une visite de travail à la wilaya, a fait savoir que son secteur aspirait, à travers ce programme, à produire des matières premières minières locales et à mettre fin à l'importation dans ce domaine dans les plus brefs délais.

Selon le ministre, ce programme de recherche s'inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur visant la réalisation de 100 projets miniers à l'avenir.

Une enveloppe de 4,9 milliards Da a été débloquée pour la réalisation dudit programme, qui sera mis en œuvre entre 2021 et 2023 dans 35 wilayas. Pour M. Arkab, l'ORGM relevant du Groupe industriel minier Manadjim Eldjazair (MANAL) dispose des moyens matériels et humains et de l'expérience nécessaire pour la réalisation de tous les programmes du Gouvernement dans le domaine de la recherche et de l'exploration minière à l'avenir.

"Nous aspirons à ce que ce soit le véritable départ du domaine des mines en Algérie et à réaliser le succès attendu dans ce domaine de la part de l'Office qui pourrait contribuer à la relance et au développement du domaine minier au niveau national, en sus d'ouvrir de multiples ateliers afin de réduire la facture d'importation des matières premières minières lourdes, par l'ouverture de nouvelles mines à travers tout le pays, et ce, avec le soutien et l'accompagnement du département ministériel", a-t-il dit.

Le ministre devra se rendre lors de cette visite à nombre de communes pour s'enquérir de l'état de développement et inspecter un certain nombre de projets d'investissement dans la wilaya.

COMMERCE

Plus de 42000 infractions enregistrées au 1^{er} trimestre 2022

Plus de 42.000 infractions commerciales ont été enregistrées durant le premier trimestre 2022 par les services de contrôle et de répression de la fraude relevant du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, a indiqué le directeur général de la régulation et de l'organisation des marchés au ministère, Sami Kolli.

S'exprimant sur les ondes de la Chaîne 1 de la Radio nationale, M. Kolli a fait état de 549.135 interventions effectuées entre janvier et mars 2022, par les agents de contrôle et de répression de la fraude, ayant permis de constater 42.342 infractions. Ces infractions ont donné lieu à l'établissement de 39.831 procès-verbaux de poursuites judiciaires et la proposition de fermeture de 3.682 commerces, ajoute le responsable. A une question sur la réalisation des objectifs

du secteur inhérents aux marchés de proximité, notamment en ce mois de Ramadhan, le responsable a précisé que le bilan était "mitigé", avec seulement 566 marchés ouverts sur un total de 1.151 prévus.

"Cela est dû à nombre de difficultés, dont principalement la réticence de certains commerçants à s'engager dans cette démarche", a-t-il expliqué. Dans le même sillage, M. Kolli a fait part de l'ouverture de points de vente de vêtements et de chaussures au niveau de ces 566 marchés, en prévision de l'Aïd El-Fitr. A cette occasion, ajoute-t-il, le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a autorisé des opérations de vente au rabais à travers des points et d'autres espaces commerciaux, sans licence.

Il a en outre indiqué que les marchés connaissent pendant

ce mois de Ramadhan "une stabilité" en termes d'approvisionnement, soulignant la disponibilité sur les marchés de "grandes" quantités notamment de fruits et légumes dont les prix ne cessent de baisser depuis le début de la deuxième quinzaine du mois de ramadhan.

Lait: publication de la décision sur l'augmentation de la marge bénéficiaire avant la fin du Ramadan

Les opérations de récolte de la pomme de terre débuteront au niveau de quatre wilayas, ce qui aura un impact positif sur les prix, en sus des opérations de contrôle conjointes entre les services de sécurité et les secteurs agricole et du commerce pour éviter le stockage de ce produit aux fins de spéculation. "Etre dans l'incapacité

de récolter pendant la période écoulée ne peut être justifié", a estimé M. Kolli, évoquant des sorties sur le terrain effectuées par des équipes conjointes entre les secteurs de l'agriculture, du commerce et des services de sécurité. Les résultats de celles-ci seront connus dans les prochains jours", a-t-il assuré. Par ailleurs, il a affirmé que la nouvelle cartographie de distribution du lait était entrée en vigueur après son approbation par le gouvernement, soulignant le lancement d'une application électronique pour suivre la traçabilité du produit depuis l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL) jusqu'au commerçant, tout en établissant la liste des détaillants de lait. Dans ce sillage, il a rappelé qu'il est interdit d'utiliser le lait subventionné dans des activités professionnelles, étant donné qu'il

est destiné à la consommation directe. M. Kolli a révélé que la première mouture pour la mise en œuvre de la décision sur l'augmentation de la marge bénéficiaire du lait subventionné était actuellement "en cours d'élaboration", expliquant que la version finale sera fin prête aujourd'hui (lundi) pour la soumettre au gouvernement, alors que le texte sera publié au Journal Officiel avant la fin du Ramadhan. Au plan législatif, il a fait état de plusieurs lois en cours de révision qui sont soumises au gouvernement qui devra se prononcer à leur sujet dans les semaines à venir, telles que la loi 03-03 relative à la concurrence, la loi 04-08 portant les conditions d'exercice des activités commerciales et la loi 04-02 relative aux règles applicables aux pratiques commerciales.

EXPLORATION PÉTROLIÈRE Sonatrach en tête du classement dans la région arabe et en Afrique

Le groupe Sonatrach est classé en tête du classement dans la région arabe en matière d'exploration pétrolière, en réalisant trois nouvelles explorations lors du premier trimestre de 2022, et occupe la première place dans le classement annuel des "500 meilleures entreprises africaines", indique un communiqué du groupe.

"L'Algérie est arrivée en tête des indices d'investissement en matière d'explorations pétrolière et gazière au niveau arabe durant le premier trimestre de 2022, indique un communiqué de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) après la découverte par le groupe Sonatrach de trois explorations pétrolières".

La première découverte a eu lieu dans le bassin de Berkine à "Zemlet El Arbi", avec des estimations initiales d'environ 140 millions de barils, tandis que la deuxième découverte à "l'ouest d'Oglet Naceur 2", à Touggourt, suite à quoi le résultat positif de ce puits a permis une réévaluation des volumes à 961 millions de barils, avec un apport du puits de démar-



cation "à l'ouest d'Oglet Naceur 2" avec une capacité de 415 barils. La troisième découverte a eu lieu dans la région d'El Oued dans la wilaya d'El Bayadh à travers le puits "Ouled Sidi

Chikh 1", produisant quelque 925 barils de pétrole par jour et 6456 mètres cubes de gaz/jour. Le groupe Sonatrach est également arrivé en tête du classement annuel des "500 meil-

leures entreprises africaines", réalisé par le magazine "Jeune Afrique" en 2022, en tant que première entreprise africaine, confirmant ainsi son leadership au niveau du continent africain. Sonatrach a su maintenir son niveau de performance et surmonter les répercussions de la crise sanitaire sur l'économie internationale, réalisant en 2021 un chiffre d'affaires de 34,5 milliards USD, note la même source. Le groupe Sonatrach "a enregistré au cours de l'année 2021 une augmentation de la production de 5%, ainsi qu'une hausse de ses exportations de l'ordre de 18%. Les importations ont connu, cependant, une baisse de 70%, en ce sens que Sonatrach n'a importé aucune quantité de carburant en 2021".

FINANCEMENT DE PROJETS

Journée d'information au profit des étudiants de l'Ecole supérieure des sciences de la mer

Plus de 200 étudiants de l'Ecole supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral (ENSSMAL) ont bénéficié d'une journée d'information autour d'un programme incluant 200 projets financés par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade) et l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem) en matière de pêche halieutique et d'aquaculture.

Le directeur de la programmation, de l'investissement et de la coopération internationale au ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, Ouahid Tifani a indiqué dans son intervention que cette journée d'information destinée aux étudiants de l'ENSSMAL, devra vulgariser les différents projets relatifs à la pêche halieutique et à l'aquaculture financés par les deux dispositifs "Anade" et "Angem", ainsi que les mécanismes et les étapes devant être prises, en vue de bénéficier de ces crédits.

Le même responsable a fait savoir qu'au niveau de toutes les wilayas du pays, des campagnes médiatiques similaires sont organisées, en vue d'attirer un plus grand nombre d'investisseurs dans le domaine de la pêche halieutique et de l'aquaculture.

Le programme des 2.000 projets est divisé en 1.000 projets accordés par le dispositif Anade et 1.000 projets accordés par

le dispositif Angem, a ajouté le même responsable. Selon M. Tifani, à ce jour, quelque 500 demandes ont été déposées par les jeunes investisseurs au niveau des chambres agricoles et les chambres de la pêche halieutique et qui concernent 1.000 projets relevant du dispositif Anade.

M. Tifani a adressé, à l'occasion, un appel à tous les jeunes désirant investir dans le domaine de la pêche halieutique et de l'aquaculture, en vue de se rapprocher des parties compétentes, à l'effet d'adhérer à ces projets, ainsi qu'aux propriétaires des fermes agricoles en vue de consacrer les terres en surplus à l'aquaculture.

De son côté, la Directrice de l'Ecole nationale supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral (ENSSMAL), Pr. Linda Boutekrabat a indiqué, dans son allocution, avoir invité les étudiants, en cours de formation, et les promotions précédentes en vue de s'enquérir de la qualité des projets sur la base desquels sont accordés les crédits par l'ANADE et l'ANGEM.

Il existe de nombreux types de projets de pisciculture pouvant être financés, à l'instar de la pisciculture intégrée à l'agriculture, l'aquaculture en serres intelligentes, la pêche continentale, ou encore l'aquaponie, a-t-elle cité. Il faudra, pour y parvenir, motiver les jeunes à s'engager dans la pêche et l'aquaculture, en se basant

sur trois conditions, à savoir : la formation, la communication à travers des campagnes de sensibilisation pour fournir les informations nécessaires sur les modalités d'obtention de crédits par l'ANADE et l'ANGEM, puis l'accompagnement assuré justement par ces dispositifs, d'ailleurs indispensable pour mener à bien ces projets, a souligné la directrice de l'Ecole. Intervenant à cette occasion, le Directeur de la pêche à la wilaya d'Alger, Cherif Kadri a indiqué que cette journée s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres avec les jeunes et les professionnels au niveau de la wilaya d'Alger où 2000 crédits sont accordés à ce secteur. Rappelant les mesures incitatives instituées par l'Etat lors du Conseil des ministres du 13 mars dernier, il a affirmé que le département de la Pêche était un secteur économique qui contribue à la création des richesses et d'emplois ainsi qu'à la réalisation de la sécurité alimentaire. Présente à cette journée, la Directrice de wilaya de l'ANADE - Sud -, Hanane Bouhafas a appelé, elle, les étudiants de l'ENSSMAL à se rapprocher les antennes de l'ANADE sur l'ensemble du territoire national pour déposer leurs projets, même s'ils sont encore en phase d'idée, afin de bénéficier d'une assistance technique et d'un financement en cas de création, par la suite, de micro-entreprises dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture.

PÉTROLE

Le Brent recule légèrement à 111,37 dollars

Les prix du pétrole ont enregistré une légère baisse mardi, en raison du recul de la demande, malgré l'annonce la veille de la fermeture d'importants sites pétroliers en Libye.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin perdait dans la matinée 1,58% à 111,37 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison en mai baissait quant à lui de 1,65% à 108,92 dollars.

Selon les analystes, les cours de l'or noir sont tiraillés entre les déficits de l'offre mondiale et la baisse de la demande chinoise. Lundi, la Compagnie nationale de pétrole en Libye (NOC) a annoncé l'arrêt des opérations sur deux sites pétroliers majeurs du pays (le terminal de

Zouetina et le champ d'al-Charara) après la fermeture de plusieurs autres installations en lien avec des protestations et des divergences politiques. Au total, la production pétrolière libyenne a chuté de plus d'un demi-million de barils par jour, d'après des experts du secteur. Des risques liés à l'approvisionnement en brut sont donc présents, même si la croissance des permis de forage de nouveaux puits dans le bassin permien américain, qui est le champ pétrolier le plus prolifique des Etats-



Unis, pourrait annoncer une future hausse de la production, tempèrent les analystes.

En parallèle, "la demande s'est également quelque peu essouffée ces derniers temps", notamment en Chine, remarquent-ils. "Les restrictions liées au coronavirus mises en place par les autorités ont probablement joué leur rôle", ont-ils souligné, les 25 millions d'habitants de

Shanghai, capitale économique de la Chine, étant confinés depuis le début du mois. A cela s'ajoute un dollar en pleine forme, et qui devrait le rester, "au grand dam des investisseurs pétroliers". Le billet vert étant la monnaie de référence du marché pétrolier, sa hausse pèse sur le pouvoir d'achat des investisseurs utilisant d'autres devises.

Rebond avec l'arrêt de sites en Libye

Les cours du pétrole se sont cabrés lundi, éperonnés par l'arrêt de deux sites de productions majeurs en Libye, sur un marché déjà orienté à la hausse par les discussions autour d'un embargo européen sur les exportations russes.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin a gagné 1,30% pour finir à 113,16 dollars, son plus haut niveau en clôture depuis fin

mars. Quant au baril de West Texas Intermediate (WTI), principale variété américaine, avec échéance en mai, il a lui frôlé les 110 dollars en séance et pris 1,17%, à 108,21 dollars.

"La préoccupation dans l'immédiat aujourd'hui, c'est la perte de 500.000 à 800.000 barils de brut libyen", a expliqué Robert Yawger, responsable des contrats à terme sur l'énergie chez Mizuho Securities. "On ne peut pas se

permettre de perdre un seul baril en ce moment." La Compagnie pétrolière nationale de Libye (NOC) a annoncé samedi la fermeture du terminal de Zouetina (nord-est), sous la pression d'un groupe d'hommes considérés comme proches du gouvernement de l'est du pays, qui réclame à l'exécutif en place à Tripoli de lui céder le pouvoir avant la tenue d'élections.

JAPON

La production industrielle en février revue en nette hausse

La production industrielle de février au Japon a été révisée mardi en forte hausse de 2% sur un mois, contre +0,1% lors de la première estimation fin mars, alors que les perturbations des chaînes d'approvisionnement s'étaient provisoirement atténuées. Les expéditions de biens manufacturés nippons ont stagné sur un mois, tandis que les stocks ont progressé de 2,1% selon des données actualisées du ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (Meti). La production industrielle au Japon est un indicateur extrêmement volatil et fréquemment révisé. Elle pourrait recommencer à souffrir prochainement du fait des grands confinements sanitaires en Chine, qui ont de nouveau perturbé les chaînes d'approvisionnement.

MINES

Le Mexique lance la nationalisation du lithium

Le Mexique a fait un pas lundi vers la nationalisation de son lithium, métal essentiel à la fabrication des batteries électriques qui doivent remplacer les moteurs thermiques automobiles pour lutter contre le réchauffement climatique. Le lithium fait partie du patrimoine du Mexique, ce qui exclut toutes nouvelles concessions à des entreprises privées, selon une réforme de la loi minière

adoptée par les députés de la majorité du président de gauche, Andres Manuel Lopez Obrador. Le Mexique disposerait d'importantes réserves dans l'état de Sonora (nord), avait rapporté en 2019 le site spécialisé Mining Technology. Les projets sont pour l'instant en phase exploratoire. Les gouvernements antérieurs avaient accordé huit concessions, qui resteront en vigueur.

CHILI

Les députés rejettent un nouveau retrait des fonds de pension

La Chambre des députés du Chili a rejeté deux projets qui auraient permis à la population de puiser pour la quatrième fois dans les fonds de retraite privés du pays, ce qui constitue un premier défi pour le nouveau président, Gabriel Boric. Les législateurs avaient auparavant approuvé trois retraits pour faire face à la crise économique liée au coronavirus, pour un montant de 50 milliards de dollars au total.

M. Boric, 36 ans, le plus jeune président du pays ayant jamais prêté serment, le mois dernier, a fait campagne pour un certain nombre

de réformes au Chili, l'un des Etats connaissant les plus fortes inégalités sociales, parmi lesquelles une amélioration de son système de retraites et la création d'un "Etat providence". Lundi, la Chambre des députés a débattu pendant huit ans d'une proposition présentée par des élus de gauche autorisant des retraits allant jusqu'à 10% des fonds de pension.

Mais le texte a été rejeté - 70 votes pour, 70 contre et 12 abstentions - à cause des craintes en matière d'inflation qui pourrait grimper jusqu'à 15% contre 9,4% sur un actuel le-

BOURSE

La Bourse de Tokyo stable malgré la baisse de Wall Street

La Bourse de Tokyo était proche de l'équilibre mardi dans la matinée malgré le recul de Wall Street la veille, soutenue notamment par le repli continu du yen face au dollar, un mouvement de change favorable aux entreprises exportatrices japonaises. L'indice Nikkei des 225 principales valeurs japonaises était stable à 26.803,20 points vers 01H00 GMT, et l'indice élargi Topix avançait de 0,34% à 1.886,29 points. "Les valeurs japonaises pourraient repartir à la hausse après un recul limité du marché américain lundi au retour du week-end de Pâques", a commenté Okasan Online Securities dans une note. Le pétrole soufflait après avoir grimpé lundi à la nouvelle de l'arrêt de deux sites de productions majeurs en Libye sur fond de discussions autour d'un embargo européen sur les exportations russes. Vers 01H00 GMT le prix du baril américain de WTI lâchait 0,22% à 107,97 dollars et celui du baril de Brent de la mer du Nord perdait 0,18% à 112,96 dollars. Sur le marché des changes, le yen continuait à s'affaiblir face au dollar, un dollar s'échangeant vers 01H10 GMT pour 127,38 yens contre 126,99 yens lundi à 21H00 GMT. Le yen reflua au ssi par rapport à l'euro, qui valait 137,32 yens contre 136,93 yens la veille. La monnaie européenne se négociait pour 1,0780 dollar, contre 1,0782 dollar lundi.

PAUVRETÉ-DETTE

Oxfam exhorte le FMI à "abandonner ses exigences d'austérité"

Oxfam a exhorté le Fonds monétaire international (FMI) à "abandonner ses exigences d'austérité alors que la crise du coût de la vie fait augmenter la faim et la pauvreté dans le monde", selon un communiqué de l'ONG diffusé mardi. "87% des prêts Covid-19 du Fonds monétaire international (FMI) exigent des pays en développement - qui se sont vu refuser l'égalité d'accès aux vaccins et qui sont confrontés à certaines des pires crises humanitaires du monde - qu'ils adoptent de nouvelles mesures d'austérité sévères qui ne feront qu'exacerber la pauvreté et les inégalités", selon l'ONG. Une nouvelle analyse d'Oxfam révèle que "13 des 15 programmes de prêts du FMI négociés au cours de la deuxième année de la pandémie imposent de nouvelles mesures d'austérité telles que des taxes sur les denrées alimentaires et le carburant ou des réductions de dépenses qui pourraient mettre en péril des services publics essentiels", selon l'ONG. En 2020, "le FMI a déployé des milliards de prêts d'urgence pour aider les pays en développement à faire face au Covid-19, souvent avec peu ou pas de conditions", rappelle Oxfam.

ARGENTINE

L'Argentine va créer un fonds spécial pour amortir le choc inflationniste

Le gouvernement argentin a annoncé lundi la création d'un fonds spécial pour amortir le choc inflationniste pour les plus vulnérables, et qui sera alimenté par les bénéfices "inattendus" tirés de la hausse des prix sur certains marchés internationaux, tels les céréales.

"Nous voulons bâtir un mécanisme pour garantir que le choc de la crise n'ait pas un effet régressif sur notre société, produisant des inégalités", a déclaré le ministre de l'Economie Martin Guzman depuis la présidence, aux côtés du chef de l'Etat, Alberto Fernandez. "Dans les semaines à venir, nous allons convoquer les forces productives pour travailler à la mise en place de ce mécanisme", a déclaré M. Guzman, qui entend présenter dans la foulée un projet de loi

sur ces "bénéfices inattendus produits de la crise". Le ministre n'a pas cité de secteurs en particulier, mais le secteur céréalier (maïs, blé), dont les prix sont à la hausse, est un gros exportateur argentin, et le soja (farine et huile) représente près de 30% des exportations.

Selon lui, ne devraient contribuer au fonds que des entreprises aux bénéfices nets annuels supérieurs à 1 milliard de pesos (8,5 millions de dollars), soit selon lui une "très petite fraction du tissu d'entreprises du pays", de l'ordre de 2,1% en 2021.

Ne contribueraient aussi que les entreprises ayant enregistré entre 2021 et 2022 "une hausse significative des bénéfices". Et en seraient partiellement exemptes celle

qui auraient canalisé ces bénéfices vers l'investissement productif, a souligné M. Guzman. "Il y a urgence dans les secteurs les plus à la traîne de la société", a déclaré M. Fernandez. "Il faut que ceux qui ont réalisé des gains inattendus grâce à la crise contribuent pour garantir l'équité".

Le gouvernement s'est fixé comme objectif clef pour 2022 la maîtrise d'une inflation chronique, parmi les plus élevées au monde (50,9% en 2021), un objectif au coeur de son accord récent avec le Fonds monétaire international sur un refinancement de sa dette colossale de 45 milliards de dollars. Mais le contexte inflationniste mondial, l'impact des tensions géostratégiques, mettent déjà à mal cet objectif, et les trois premiers mois de 2022 ont vu s'emballer l'in-

flation (+16,1%), des manifestations se succéder, et le gouvernement acculé à des mesures pour adoucir le choc des prix pour les ménages les moins fortunés. Après une hausse récente de 50% de la "carte alimentaire" (sorte de bon d'achat), il a lundi annoncé un "coup de pouce" en une fois de 18.000 pesos (152 dollars) pour les travailleurs informels et 12.000 (101 USD) aux retraités. M. Guzman a assuré que ces dépenses resteraient dans les clous de l'accord avec le FMI. "Les objectifs sur les plans budgétaire, monétaire et des réserves internationales sont atteints", avec un déficit budgétaire de 0,25% au premier trimestre, a-t-il déclaré. De 3% en 2021, le gouvernement s'est engagé le ramener à 2,5% en 2022, graduellement vers l'équilibre en 2025.

GHARDAÏA

Démantèlement d'un réseau de faux-monnayeurs et saisie de 646.000 DA de faux billets

Un réseau criminel de faux-monnayeurs, composé de huit (8) individus, a été démantelé par la brigade de recherche et d'investigation (BRI) à Ghardaïa et une somme de 646.000 DA de faux billets de 2.000 DA a été saisie, rapporte mardi un communiqué de la cellule de communication de la de la sureté de wilaya.

Agissant sur la base d'informations faisant état d'un réseau de faux-monnayeurs activant entre Tiaret et Ghardaïa pour inonder le marché de Ghardaïa en faux billets, les investigations ont permis d'identifier en premier lieu un des membres du réseau de faussaires qui se chargeait d'écouler les faux billets de coupures de 2.000 DA dans la région de Ghardaïa, avant de l'arrêter en flagrant délit en possession d'une somme de 646.000 DA de faux billets, précise le communiqué.

Les éléments de la BRI ont procédé également, sur ordre du Parquet, à l'arrestation à tour de rôle des autres acolytes et à la saisie du matériel informatique (ordinateur portable, imprimante "intelligente" et 3 disques durs), ainsi qu'une somme de 100.000 DA issue de ce trafic, deux véhicules touristiques et trois utilitaires utilisés pour leur forfait et des comprimés (6) de psychotropes, a ajouté la source.

Les mis en cause (24 à 55 ans) sont poursuivis devant les instances judiciaires compétentes pour constitution d'une association de malfaiteurs, falsification de billets de banque de la monnaie nationale, atteinte à l'économie nationale et détention et commercialisation de psychotropes.

Six (6) membres de la bande ont été inculpés et écroués alors que les deux (2) autres ont été placés sous contrôle judiciaire.

SIDI BEL-ABBÈS

Saisie de plus de 600 kg de viandes impropres à la consommation

Une quantité de 605 kg de viandes impropres à la consommation a été saisie dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes, lors de deux opérations distinctes menées par la police et la direction du commerce et de la promotion des exportations, a-t-on appris lundi auprès de ces services.

Selon la cellule d'information et de communication de la sûreté de wilaya, les éléments de la sûreté de daïra de Sidi Lahcen ont opéré la saisie de 420 kg de viandes rouges avariées mises en vente par un boucher au niveau du marché hebdomadaire de cette collectivité locale.

Après contrôle par le vétérinaire, la viande s'est avérée impropre à la consommation et a été détruite, alors que les procédures judiciaires ont été prises contre les contrevenants. Dans une autre opération, les agents de la direction de la protection des consommateurs et de la répression des fraudes à la direction du commerce et de la promotion des exportations ont opéré, en coordination avec les services de police et vétérinaires de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, la saisie de 185 kg de viandes rouges et blanches, viandes hachées, abats et boulettes de viande, impropres à la consommation, a-t-on fait savoir.

Parallèlement à cette opération, 83,4 kg de viande ovine, abattue clandestinement, mais considérée propre à la consommation, ont également été saisis.

La même source a révélé que, lors de cette opération de contrôle, un cachet contrefait pour estampiller la viande a été saisi.

Des procédures judiciaires et administratives nécessaires ont été prises à l'encontre des contrevenants.

TAMANRASSET

Entrée en service prochaine d'une station de surveillance environnementale

La wilaya de Tamanrasset s'est dotée d'une station de surveillance environnementale qui accompagnera les activités des opérateurs industriels et dont la mise en service se fera "très prochainement", ont affirmé lundi les responsables du secteur.

Le projet comporte trois (3) laboratoires dotés d'équipements modernes pour la surveillance de la pollution et la qualité de l'air et pour l'accompagnement des établissements classés et les opérateurs industriels, ont-ils expliqué lors de la visite de travail lundi de la ministre de l'Environnement, Samia Moualfi, dans la wilaya.

Opérationnel effectivement dans 20 jours, en attendant la finalisation de son équipement, le projet, d'un coût de 150 millions DA, revêt une importance pour la région, a souligné la ministre, avant d'appeler à hâter son entrée en exploitation et à associer les élus et les acteurs de la société civile locaux dans la sensibilisation aux missions de cette structure de protection de l'environnement qui traduit les efforts de l'Etat dans le domaine environnemental.

La station sera appelée à accompagner quelque 400 établissements classés dans la région et assurera des prestations aux wilayas



limitrophes d'In-Guezzam et In-Salah, a-t-on fait savoir.

Sur site, une présentation a été également faite à la délégation ministérielle sur la réalisation et l'équipement d'un centre d'enfouissement technique, d'un coût de 400 millions DA et actuellement au stade de l'étude technique, comprenant, entre autres, un bassin d'enfouissement, une clôture, un hangar de maintenance et un autre d'entreposage. Dans

le même contexte, Mme Moualfi a appelé, conformément au plan d'action de son département, à l'adoption du système de tri sélectif des déchets et à leur recyclage, avant de souligner l'importance de l'action collective en matière de protection de l'environnement.

Un exposé a été fait aussi sur le système global de gestion intégrée des déchets ménagers et assimilés, suggéré par un bureau d'études spécialisé

et présentant un mode nouveau de gestion des déchets depuis leur collecte à leur acheminement aux décharges, à travers un système de gestion numérique de l'opération suivant un circuit prédéfini.

L'avantage de ce projet offre, en plus d'une meilleure prise en charge de l'opération de collecte, une réduction des coûts de gestion des déchets (de 25 à 30% dans une première phase, puis à 50%) grâce à une plateforme électronique de gestion, l'établissement d'un contact direct avec le citoyen et la disposition de données statistiques précises et en temps réel, a-t-on expliqué.

La ministre de l'Environnement poursuivra mardi sa visite de travail dans la wilaya par l'inspection du projet de parc citoyen de Tamanrasset et présidera une rencontre avec les représentants de la société civile locale et du mouvement associatif activant dans le domaine de l'Environnement.

ORAN

Le conseil de "Souboul El Kheirat" distribue plus de 7.700 repas par jour aux démunies

Le conseil de "Souboul El Kheirat" relevant de la direction des affaires religieuses et waqfs de la wilaya d'Oran distribue quotidiennement plus de 7.700 repas chauds aux pauvres, démunies et passants (Abiri Essabil) depuis le début du mois de Ramadhan.

Le nombre global des repas offerts jusqu'à dimanche, a atteint 91.991 repas, répartis à travers 17 restaurants Iftar, qui ont été ouverts par le conseil de "Souboul El Kheirat" au niveau de la wilaya, selon la direction des

affaires religieuses et waqfs. La préparation des repas alimentaires au niveau des centres de restauration relevant des mosquées est encadrée par des volontaires (bénévoles) et des jeunes adhérents à des associations caritatives. Prennent part à cette opération de solidarité agissante qui se poursuit tout au long du mois de la piété, des bienfaiteurs qui donnent de l'argent pour l'achat de denrées nécessaires à la préparation des repas alimentaires. Au côtés de cela, le conseil de "Souboul El Kheirat" pour-

suit la distribution du couffin de Ramadhan aux familles nécessiteuses dont le nombre a atteint jusqu'à hier, plus de 41.000 couffins, selon la même source.

Toujours, dans le cadre de la solidarité, la direction des affaires religieuses et waqfs a autorisé le centre de transfusion sanguine et des hôpitaux de la wilaya à effectuer des campagnes de don de sang durant le mois sacré, au niveau de mosquées après la prière de Tarawih et ce, à raison de deux campagnes par mosquée.

ACCIDENTS DOMESTIQUES

Plus de 130 enfants brûlés depuis le début du Ramadhan à Alger

Plus de 130 enfants victimes de brûlures durant les quinze premiers jours du mois de ramadhan ont été admis à l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) en brûlures et Chirurgie réparatrice Claudine et Pierre Chaulet à Alger, a affirmé le Chef de service de la chirurgie plastique et réparatrice et de la chirurgie générale de cet établissement, le Pr. Abchiche Mohamed Ramdan.

Depuis le début du mois sacré, 133 enfants victimes de brûlures suite à des accidents domestiques enregistrés à Alger et ses environs ont été admis à l'établissement dont une vingtaine de cas hospitalisés, a indiqué le spécialiste à l'APS, précisant que la majorité de ces cas, âgés de moins de cinq, étaient dans un état critique.

Le nombre des cas enre-

gistré chaque année est "très élevé", en dépit des campagnes de sensibilisation continues, a-t-il déploré.

L'établissement Claudine et Pierre Chaulet reçoit près de 10.000 cas/an, a-t-il fait savoir, mettant en garde contre ce genre de lésions qui pèsent lourdement sur la santé publique.

Souvent ces accidents surviennent quelques minutes avant l'Iftar lorsque tous les membres de la famille sont occupés en particulier la mère à dresser la table, a-t-il dit.

"En dépit des orientations données lors des sessions de formation, les personnels de la santé ont pris l'habitude d'orienter les enfants brûlés vers les grands hôpitaux sans prodiguer les premiers soins pour éviter la déshydratation de la peau et par consé-

quent le décès de l'enfant", a-t-il souligné.

Le spécialiste a appelé, par ailleurs, les pouvoirs publics et les médias nationaux, notamment les chaînes de télévision, à renforcer les campagnes de sensibilisation, en diffusant des images "choquantes" pour sensibiliser les familles sur la gravité de ces accidents dont les séquelles restent souvent à tout jamais.

Il a préconisé, en premier lieu, de "mettre la partie brûlée sous une eau à 15 degrés et à une distance de 15 cm de la zone atteinte pendant une durée de 15 minutes pour refroidir la brûlure, puis la sécher avec une serviette propre, en attendant d'aller à l'hôpital.

Il a en outre déconseillé l'application du dentifrice, de la tomate ou la pose de morceaux de glace sur la

zone brûlée pour éviter toute complication".

Ces lésions entraînent souvent "de lourdes séquelles psychophysiques qui se transforment en handicap, lorsque les intestins de l'enfant sont touchés et causent d'autres maladies du système digestif et des reins, ou lorsque le visage et les membres sont atteints provoquant des défigurations".

Il a en outre déploré l'enregistrement de tels accidents dans toutes les wilayas du pays, notamment pendant le mois de Ramadhan, évoquant "le nombre important" de correspondances urgentes que reçoit quotidiennement la clinique en provenance des différents hôpitaux du pays, afin de prendre en charge les enfants souffrant particulièrement de brûlures.

APS

TUNISIE

Nauffrage du pétrolier Xelo : plusieurs pays ont proposé leur aide (Présidence tunisienne)

Plusieurs pays ont proposé leur aide à la Tunisie à la suite du naufrage du pétrolier Xelo, au large du golfe de Gabès, dans le sud-est du pays, afin d'éviter une catastrophe écologique.

Différents pays ont exprimé leur disposition à venir en aide à la Tunisie et à lui assurer le soutien requis", indique la Présidence de la République dans un communiqué, repris par l'agence de presse TAP.

La Marine nationale tunisienne "a pris le commandement des opérations et les dispositions nécessaires pour éviter les fuites de gazoil dans la mer", ajoute la même source.

Dimanche, des plongeurs de la Marine ont inspecté la coque du pétrolier et constaté qu'aucune fuite n'a



été détectée. Selon la présidence, "la coordination se poursuit entre toutes les parties concernées, dont les

ministères de l'Environnement et des Transports ainsi que les autorités régionales". Le pétrolier Xelo, parti du port de Damiette en Egypte et qui se dirigeait vers Malte, a coulé samedi dans les eaux tunisiennes où il s'était réfugié la veille au soir en raison de mauvaises conditions météorologiques.

Il transporte 750 tonnes de gazoil.

Des barrières antipollution sur un périmètre de 200 mètres autour de la zone du naufrage ont été mises en place par les autorités.

INDONÉSIE

1 mort et des dizaines de disparus après l'effondrement d'un marché à Kalimantan

Une personne a été tuée et des dizaines d'autres pourraient avoir trouvé la mort lundi après-midi dans l'effondrement d'un marché alimentaire dans le district de Banjar, dans la province indonésienne du Kalimantan du Sud, a déclaré un responsable des services de secours, ajoutant que les opérations de sauvetage étaient toujours en cours.

Selon M. Wasino, chef de l'Unité opérationnelle du Bureau provincial de recherche et de sauvetage, l'accident s'est

produit vers 16h30 heure locale, et a enseveli de nombreuses personnes sous les décombres.

"Nous essayons maintenant d'évacuer les victimes. De nombreuses personnes sont encore sous les décombres, car le bâtiment s'est totalement effondré cet après-midi", a-t-il déclaré.

Selon Amri Zuna, un sauveteur, ce bâtiment de deux étages était bondé au moment où il s'est effondré. "Cela s'est passé quelques heures avant la rupture

du jeûne, à un moment où les gens viennent souvent acheter de la nourriture", a-t-il indiqué. "Beaucoup de personnes pourraient être bloquées sous les décombres. Jusqu'à présent, nous avons retrouvé un corps et secouru six blessés, qui ont tous été envoyés dans un hôpital proche", a-t-il déclaré.

L'opération de recherche et de sauvetage est compliquée par la foule rassemblée autour des lieux du drame, a-t-il ajouté.

PAKISTAN

Six condamnés à mort pour le meurtre d'un Sri-Lankais soupçonné de blasphème

Six hommes ont été condamnés à la peine de mort lundi au Pakistan, et des dizaines d'autres à des peines de prison allant de deux ans à la perpétuité, après le meurtre brutal par la foule en décembre dernier d'un directeur d'usine sri-lankais soupçonné de blasphème. Un tri-

bunal a jugé coupables du meurtre de Priyantha Diyawadana 88 des 89 accusés : il en a condamné six à la peine de mort, neuf à la prison à vie, et les autres à des peines allant de deux à cinq ans de prison, selon des procureurs et un avocat de la défense. Ce lynchage par la

foule, le 3 décembre dernier à Sialkot (nord-est), avait suscité l'indignation, le Premier ministre de l'époque, Imran Khan, parlant d'un "jour de honte pour le Pakistan".

Peu de sujets sont aussi explosifs que le blasphème dans ce pays, où le moindre soupçon d'insulte à l'islam

peut dégénérer en violentes protestations et lynchages.

"L'équipe des procureurs a travaillé très dur pour présenter son dossier au tribunal et parvenir à ce jugement.

Nous sommes satisfaits du résultat", a commenté le procureur général principal, Abdul Rauf Wattoo.

ETATS UNIS

Le Texas s'apprête à exécuter son plus vieux condamné à mort

Le Texas doit exécuter le 21 avril son plus vieux condamné à mort, Carl Bunton, reconnu coupable d'avoir tué un policier il y a plus de trente ans mais qui, à 78 ans, ne représente plus aucun danger pour la société, affirment ses soutiens. Condamné à la peine de mort, il voit ce verdict annulé en 2009 par la plus haute juridiction texane, qui avait estimé que la défense n'avait pas pu être correctement entendue par les jurés.

Mais en 2012, il est à nouveau condamné à la peine capitale.

Dans cette affaire, les défenseurs de

Carl Bunton ne cherchent pas à prouver son innocence. "Chaque jour des 32 dernières années, j'ai regretté ce qui s'est passé", a d'ailleurs confié ce dernier lors d'une interview à la chaîne KHOU 11 cette semaine. Mais dans ce grand Etat du Sud conservateur, celui qui exécute le plus aux Etats-Unis, une personne ne peut être condamnée à la peine capitale que si un jury estime qu'elle représente un futur danger pour les autres.

Or, Carl Bunton, qui souffre notamment d'arthrose, de vertiges, d'hépatite et de cirrhose, "ne peut plus être dange-

reux", plaident ses avocats dans un recours auprès de la commission des grâces et des libérations conditionnelles du Texas, qui tranchera deux jours avant la date de l'exécution.

Carl Bunton, qui n'a été reconnu coupable que de trois infractions disciplinaires pendant ses décennies d'incarcération, est isolé dans sa cellule 23 heures par jour, depuis 20 ans. Au Texas, 192 hommes et six femmes attendent dans le couloir de la mort. Trois ont plus de 70 ans, et cinq s'y trouvent pour des crimes remontant à plus de 40 ans.

CHINE - SRI LANKA

La Chine fournira une assistance humanitaire d'urgence au Sri Lanka

Le gouvernement chinois a décidé de fournir une assistance humanitaire d'urgence au Sri Lanka pour aider le pays à affronter les difficultés actuelles, a déclaré, mardi, un porte-parole de l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement.

"La Chine a noté les difficultés économiques du Sri Lanka", a indiqué Xu Wei, le porte-parole, ajoutant qu'"en tant que voisin et ami traditionnel du Sri Lanka, le gouvernement chinois avait décidé de lui fournir une assistance

humanitaire d'urgence pour l'aider à affronter les difficultés actuelles". "Nous croyons que le gouvernement et le peuple sri lankais surmonteront les difficultés temporaires et maintiendront la stabilité et le développement économiques et sociaux", a indiqué M. Xu.

Le Sri Lanka traverse une grave crise économique caractérisée par un manque de devises étrangères, de combustibles et d'autres fournitures essentielles, ainsi que par une hausse de l'inflation.

AFRIQUE DU SUD

L'état de catastrophe nationale déclaré après les inondations

Le président Cyril Ramaphosa a déclaré lundi l'état de catastrophe nationale en Afrique du Sud, une semaine après les terribles inondations qui ont fait au moins 443 morts dans la région de Durban, sur la côte est, affectée par de graves pénuries d'eau et d'électricité.

"Le cabinet s'est réuni en session spéciale la nuit dernière et a décidé de déclarer l'état de catastrophe nationale", a déclaré le chef de l'Etat dans une allocution télévisée, évoquant "un désastre humanitaire". "Ce soir, nous sommes une nation unie dans le deuil", a ajouté M. Ramaphosa qui s'était rendu sur place mercredi. Quelque 10.000 soldats ont été déployés dans les zones sinistrées pour prêter main forte aux secours débordés. Les pluies diluviennes pendant une semaine ont entraîné des crues et des glissements de terrain meurtriers. La plupart des victimes ont été enregistrées dans la région de la ville portuaire de 3,9 millions d'habitants dans le KwaZulu-Natal (KZN), ouverte sur l'océan Indien. Quelque 48 personnes sont toujours portées disparues, selon les derniers chiffres.

GRANDE BRETAGNE

Un homme armé d'un couteau s'en prend à des policiers dans le coeur de Londres

Un homme de 29 ans armé d'un couteau a été arrêté lundi après s'en être pris à deux policiers à Londres, non loin de Downing street, un incident qui n'a pas fait de blessés et n'est pas considéré comme de nature terroriste, selon la police.

Le suspect a été placé en garde à vue pour tentative de meurtre et possession d'arme, a déclaré Scotland Yard dans un communiqué.

Les faits se sont produits peu avant 9h00 à Horse Guards Parade, une esplanade qui jouxte l'arrière de Downing Street, la résidence du Premier ministre Boris Johnson.

Les policiers ont utilisé un Taser et le suspect a été maîtrisé, a précisé Scotland Yard, qui a lancé un appel à témoins.

BRÉSIL

Trois blessés lors d'un braquage ultra-violent

Une trentaine d'individus armés de mitrailleuses ont semé la terreur à Guarapuava, petite ville du sud du Brésil, faisant trois blessés dans la nuit de dimanche à lundi tandis qu'ils tentaient de braquer, sans succès, une entreprise de transport de fonds, selon les autorités.

Les braqueurs ont pris la fuite après une intense fusillade avec la police et les recherches se poursuivaient avec des hélicoptères lundi à la mi-journée, dans une zone rurale proche de cette ville de 183.000 habitants de l'Etat du Parana.

"Ils n'ont pas pu accéder aux coffres de l'entreprise pour dérober l'argent", a assuré Romulo Soares, secrétaire à la sécurité du Parana.

Deux policiers ont été blessés durant la fusillade, l'un au visage et l'autre à la jambe, mais leur pronostic vital n'est pas engagé. Un habitant a également été blessé mais les autorités n'ont pas fourni de détail sur son état de santé. De nombreux vidéos publiées sur les réseaux sociaux montrent des habitants terrorisés par le bruit assourdissant des rafales de balles. Les braqueurs ont incendié des véhicules dans de nombreux points stratégiques, y compris devant le commissariat de police, pour tenter d'empêcher l'intervention des forces de l'ordre. Selon les autorités, les braqueurs ont utilisé de huit à dix véhicules, la plupart blindés et étaient armés de mitrailleuses. Une vidéo montre que des otages semblent avoir été utilisés comme boucliers humains même si cette information n'a pas été confirmée par la police. Les agents ont retrouvé des explosifs et des gilets pare-balles dans des voitures abandonnées par les braqueurs durant leur fuite. D'autres braquages ont eu lieu avec le même modus operandi ces dernières années au Brésil, avec des attaques de groupes lourdement armés dans des petites villes.

ENFANT AUTISTE L'importance du diagnostic pluridisciplinaire dans l'orientation soulignée

La prise en charge des enfants autistes nécessite un diagnostic pluridisciplinaire précoce pour déterminer l'orientation adéquate à leur offrir, a estimé, lundi, le docteur Hammoum Baya, de l'association des handicapés et leurs amis de Bouzguene, à l'Est de Tizi-Ouzou.

Intervenant lors d'une journée de sensibilisation sur les enfants autistes en milieu scolaire organisée à la cinémathèque du chef lieu de wilaya, le Dr Hammoum a souligné "l'intérêt d'un diagnostic par les services de pédiopsychiatrie et des équipes pluridisciplinaires pour déterminer l'orientation adéquate pour l'enfant souffrant de cet handicap".

L'autisme n'étant pas une maladie au sens clinique du terme, fait-elle remarquer, "il est impossible d'être dans l'inclusion totale mais de procéder au cas par cas après évaluations psychométriques et fonctionnelles précises".

"L'enfant est alors soit orienté vers une scolarité ordinaire totale, soit avec un auxiliaire de vie scolaire ou alors vers une classe spéciale ou un centre pédagogique spécialisé", a expliqué le spécialiste.

Elle a expliqué que l'enfant autiste présente des troubles de neuro-développementaux qui peuvent se traduire par une activité cognitive et intellectuelle supérieure parfois, mais, demeure dans le besoin d'un accompagnement pour son inclusion scolaire et sociale. Le docteur Hammoum a, également, mis l'accent sur "l'importance de la formation du personnel enseignant qui doit être en mesure de comprendre cette catégorie et de répondre à ses besoins".

Au niveau de la wilaya, et selon des statistiques présentées à cette rencontre par la direction locale de l'éducation, 107 élèves autistes sont inscrits dans des classes ordinaires, au niveau des cycles primaire et moyen, et 83 autorisations sont accordées pour des auxiliaires de vie scolaire.

Pour sa part, le directeur de l'action sociale et de la solidarité (DASS), Achour Mhanni, a indiqué que son secteur prend en charge plus de 300 enfants autistes à travers 34 classes spéciales, dont 3 ont été ouverte lors de la dernière rentrée scolaire.

MÉDÉA 120 interventions chirurgicales à l'hôpital de Ain-Boucif

Au total, 120 interventions en chirurgie pédiatrique seront réalisées à l'hôpital de Ain-Boucif, sud-est de Médéa, dans le cadre de journées médico-chirurgicales de solidarité initiées par l'association caritative "Tagemi" de la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris lundi auprès du président de cette association.

Un staff médical composé de spécialistes en chirurgie pédiatrique, de réanimateurs, et de paramédicaux, appuyés par le personnel médical de l'hôpital de Ain-Boucif, effectuera les cent vingt interventions chirurgicales pédiatriques, à la faveur de l'opération de solidarité qui s'étalera jusqu'au 21 avril courant, a indiqué à l'APS, le président de l'association "Tagemi", Mohamed Benyoucef.

Des journées médico-chirurgicales de solidarité similaires ont été menées dernièrement par l'équipe médicale de l'association "Tagemi" à Bougaâ (wilaya de Setif), et à Laghouat, où plusieurs dizaines d'interventions en chirurgie générale ont été réalisées au profit de patients, a indiqué Benyoucef.

Ce dernier a affirmé que d'autres initiatives du même genre seront mises sur pied prochainement et toucheront des patients de différentes régions du pays.

Elles porteront sur des interventions en ORL, de façon à garantir la prise en charge des malades souffrants de différentes pathologies.

En sus des interventions chirurgicales programmées durant cette période à l'hôpital de Ain-Boucif, une opération de circoncision sera menée dans cette même structure, à l'initiative de l'association "Tagemi" qui compte cibler, selon son président, entre deux cent et deux cent quatre-vingt enfants.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19 5 nouveaux cas et aucun décès

Cinq (05) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et aucun cas de décès ni de guérison n'ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, mardi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 265746, celui des

décès demeure inchangé, soit 6874 cas, ainsi que celui des patients guéris, à savoir 178336 cas.

Par ailleurs, un (01) patient est actuellement en soins intensifs, précise la même source, ajoutant que 45 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 3 autres ont enregistré entre 1 et 9 cas.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

POLITIQUE DE LA SANTÉ

M. Benbouzid appelle à accélérer la cadence de réalisation et de livraison des projets

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a appelé à accélérer la cadence de réalisation et de livraison des projets relevant du secteur, et à rattraper le retard accusé pour certains, notamment ceux liés aux services des urgences médico-chirurgicales, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère.

Présidant dimanche une réunion avec les directeurs de la Santé de wilayas, M. Benbouzid a souligné "la nécessité d'accélérer la cadence de réalisation et de livraison des projets dans les délais impartis, et de rattraper le retard accusé pour certains, notamment ceux concernant les services des urgences médico-chirurgicales, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid



Tebboune relatives à la fourniture de prestations sanitaires de qualité, étant donnée que ces unités d'urgence constituent la première destination du patient", précise la même source.

Le ministre a également mis l'accent -selon le com-

muniqué- sur "la nécessité d'aménager et d'améliorer les structures sanitaires qui connaissent quelques lacunes remédiables afin d'assurer des bonnes prestations de santé".

A l'occasion de cette rencontre, M. Benbouzid a donné aux directeurs de la santé des directives concernant "la nécessité de prendre en charge les opérations de circoncision, surtout en ce mois sacré, connu pour une large demande des familles algériennes pour la circoncision de leurs enfants, en mobilisant toutes les capacités matérielles et humaines avec la nécessité de respecter les conditions sanitaires exigées". Au terme de son intervention, le ministre a salué le "rôle majeur" que joue le partenaire social, en le qualifiant de "maillon important" dans la construction et le développement du système de santé. Il a insisté aussi sur l'importance de l'écoute des préoccupations et des propositions du partenaire social et leur prise en considération afin de renforcer et promouvoir le dialogue.

PHARMACIE

Ouverture, l'année prochaine, de nouvelles spécialités en Master

Le recteur de l'Université d'Alger 1, Abdelhakim Bentellis a annoncé lundi à Alger l'ouverture, au cours de l'année prochaine, de nouvelles spécialités en Master, dans la filière de la pharmacie, et ce pour s'adapter à l'évolution de la société algérienne.

Dans une déclaration à la presse en marge de la signature d'une convention entre l'université et les laboratoires pharmaceutiques Merinal, le recteur de l'université a indiqué que "la faculté de pharmacie, récemment créée, ouvrira de nouvelles spécialités en Master et Doctorat, à l'effet d'accompagner le

ministère de l'Industrie pharmaceutique, et ce en application des directives des Hautes autorités du pays". Le lancement d'une formation en Master, notamment dans les spécialités de l'économie officinale, intervient "en adaptation avec l'évolution en cours dans le pays et les lois relatives à la pharmacie d'officine concernant la formation du pharmacien-assistant".

Ainsi, l'étudiant qui intègre la faculté de pharmacie, pourra choisir d'autres spécialités au sein de la même filière, après avoir bénéficié d'une formation en pharmacie hos-

pitulaire durant les première et deuxième années.

L'admission à la faculté de pharmacie d'Alger, à l'instar des départements de spécialisation qui relèvent encore de la faculté de médecine à travers d'autres universités, est soumise, selon M. Bentellis, à la moyenne déterminée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour les nouveaux bacheliers, et en fonction des besoins nationaux, des moyens matériels et des ressources humaines nécessaires pour assurer une bonne formation.

Signature d'un accord cadre entre l'université Alger 1 et les laboratoires Merinal

L'université Alger 1 et les laboratoires pharmaceutiques Merinal ont signé, lundi à Alger, un accord cadre visant le renforcement de la coopération, de la formation et de l'orientation professionnelle dans le domaine de l'industrie pharmaceutique.

L'accord a été signé par le recteur d'Alger 1, Abdelhakim Bentellis, le doyen de la faculté de pharmacie, Réda Djidjik et le directeur général des laboratoires Merinal, Hassen Tiourine.

Intervenant à l'occasion, le recteur de l'université Alger 1 a affirmé que la signature de cet accord s'inscrit dans le cadre "des orientations des hautes autorités du pays en vue de jeter des passerelles entre l'université et le secteur économique, notamment l'industrie pharmaceutique". Il importe d'impliquer cette dernière dans la formation, la recherche, la production et la création des postes d'emploi, a-t-il ajouté.

Pour sa part, M. Bentellis s'est félicité de l'ouverture, au niveau des labo-



ratatoires Merinal, d'un nouveau département chargé de la recherche et du développement ce qui aidera les étudiants et les chercheurs en matière d'industrie pharmaceutique. De son côté, le DG de Merinal a rappelé l'initiative lancée par le laboratoire à savoir l'accompagnement de l'université

algérienne depuis 03 ans à travers l'accueil de 150 étudiants stagiaires.

Merinal accompagnera les facultés de médecine, de pharmacie et l'université de Bab Ezzouar pour créer des liens solides entre l'université et le monde économique.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

CHINE

La partie continentale signale 3.297 nouveaux cas confirmés locaux

La partie continentale de la Chine a signalé lundi 3.297 nouveaux cas confirmés de COVID-19 transmis localement, a déclaré mardi la Commission nationale de la santé dans un rapport.

Outre Shanghai, de nouveaux cas locaux ont été enregistrés dans 18 autres régions de niveau provincial de la partie continentale, dont 88 au Jilin (nord-est de la Chine).

Un total de 18.187 nouveaux cas asymptomatiques ont été signalés sur la partie continentale lundi.

Un total de 1.912 patients atteints de la COVID-19 ont quitté l'hôpital après leur rétablissement lundi sur la partie continentale, a déclaré la commission.

Lundi, 153.319 patients étaient sortis



guéris de l'hôpital sur la partie continentale.

Selon le rapport, 39.131 contacts

étroits avaient pu quitter l'observation médicale lundi sur la partie continentale.

THAÏLANDE

Campagne de vaccination de rappel pour les 12 à 17 ans

Le ministère thaïlandais de la Santé lancera, à partir de mai, une campagne de vaccination de rappel contre la Covid-19 destinée aux jeunes âgés de 12 à 17 ans.

Le vaccin Pfizer sera ainsi administré aux jeunes de 12 à 17 ans ayant reçu une deuxième dose il y a 4 à 6 mois, a indiqué lundi la chaîne de télévision publique thaïlandaise "Thai PBS". Cette campagne de vaccination, qui sera menée par les ministères de la Santé publique et de l'Éducation simultanément dans toutes les écoles à travers le pays, vise à atteindre l'immunité des élèves avant le début de la nouvelle année scolaire (17 mai), a précisé la

même source, citant le chef du Département de contrôle des maladies, Opatt Karkawinpong. Selon le responsable, les doses de rappel sont nécessaires pour renforcer l'immunité des jeunes, même si un bon nombre d'entre eux présentent des symptômes légers ou aucun symptôme. La Thaïlande a administré environ 131,67 millions de doses du vaccin anti-Covid jusqu'à présent. D'après le bilan donné lundi par le ministère de la Santé publique, le pays a enregistré 124 décès supplémentaires liés au Covid-19 et 16.994 nouveaux cas d'infection au virus au cours des dernières 24 heures.

TRANSPORT - AVIATION

Les compagnies aériennes américaines lèvent l'obligation du port du masque

Les compagnies aériennes américaines ont rendu le port du masque sanitaire optionnel dans leurs avions lundi, immédiatement après la décision d'une juge de déclarer illégale cette obligation fédérale dans les transports publics aux Etats-Unis.

La magistrate Kathryn Kimball Mizelle, qui siège à Tampa, en Floride, a estimé dans sa décision que les Centres américains de prévention et de lutte contre les maladies (CDC), la principale

agence sanitaire fédérale, avaient outrepassé leurs prérogatives en imposant cette obligation, qui s'applique notamment aux avions, aux trains, aux métros et aux autocars.

Plusieurs compagnies aériennes américaines ont annoncé dans la foulée que le masque ne serait plus obligatoire, au moins sur leurs vols intérieurs.

United Airlines a précisé que le changement était effectif "immédiatement" sur ses vols aux Etats-Unis, et sur cer-

tains vols internationaux, en fonction des règles dans le pays d'arrivée. "Cela signifie que nos employés n'ont plus à porter de masque -- ni à l'imposer aux passagers dans la plupart des cas. Ils pourront choisir d'en porter un, d'autant que les CDC continuent de le recommander fortement dans les transports publics", a détaillé un porte-parole du groupe américain, qui avait été parmi les premiers à imposer le vaccin anti-Covid à ses employés.

ETATS UNIS

Un sommet mondial sur le Covid-19 le 12 mai prochain

Les Etats-Unis vont organiser un sommet mondial sur le Covid-19 le 12 mai prochain pour mettre un terme à l'épidémie et se préparer aux menaces futures liées à la santé, a annoncé la Maison Blanche lundi.

Cette rencontre, qui aura lieu en virtuel, sera co-présidée par les Etats-Unis, l'Allemagne, actuellement à la tête du G7, l'Indonésie, à la tête du G20, le Sénégal, à la tête de l'Union africaine et le Belize, à la tête de la Caricom (pays des Caraïbes).

"Le sommet va redoubler nos efforts collectifs pour mettre fin à la phase aiguë de l'épidémie de Covid-19 et nous préparer à de futures menaces liées à la santé", ont indiqué ces pays dans un communiqué commun publié par Washington.

Ce sera le second sommet mondial sur la pandémie de

coronavirus, qui a tué plus de six millions de personnes dans le monde et bouleversé l'économie mondiale, depuis qu'elle a commencé à se propager en décembre 2019.

Le président américain Joe Biden avait organisé un sommet similaire le 22 septembre 2021 au cours duquel il avait plaidé pour un renforcement de la vaccination dans le monde.

Et aujourd'hui, bien que le taux de mortalité é dû au Covid a nettement diminué dans le monde, la propagation du virus, particulièrement son variant Omicron, empêche plusieurs pays de lever les restrictions, à commencer par la Chine où des millions de personnes sont toujours confinées.

Le gouvernement américain, et ceux des pays impliqués dans ce sommet, veulent également maintenir le senti-

ment d'urgence face à l'épidémie.

"Avant le sommet du 12 mai nous appelons les dirigeants de la planète, les membres de la société civile, les organisations non gouvernementales et le secteur privé à prendre de nouveaux engagements et à apporter des solutions pour vacciner la population mondiale, sauver des vies maintenant et construire une meilleure sécurité sanitaire partout dans le monde", ajoute ce communiqué commun.

"L'émergence et la propagation de nouveaux variants, comme Omicron, ont renforcé la nécessité d'une stratégie destinée à contrôler le Covid-19", a-t-il ajouté.

Et bien que le variant Omicron soit moins dangereux, bien que plus contagieux, les pays à l'origine de ce sommet estiment qu'il est indispensable de tout faire

pour empêcher que de nouvelles catastrophes sanitaires prennent le monde par surprise. "Nous savons que nous devons nous préparer maintenant à construire, stabiliser et financer la capacité globale dont nous avons besoin, non seulement face aux variants du Covid-19, mais aussi face à d'autres crises sanitaires", avertissent-ils.

La maladie de Covid-19 est loin d'être endémique et peut encore provoquer "de grandes épidémies", avaient indiqué jeudi des responsables de l'Organisation mondiale de la santé.

"Nous sommes toujours au milieu de cette pandémie, nous aimerions tous que ce ne soit pas le cas, mais nous ne sommes pas à un stade endémique", avait déclaré le responsable de la lutte contre le Covid pour l'OMS, Maria Van Kerkhove.

ETATS UNIS

Une juge annule l'obligation du masque dans les transports publics

Une juge américaine a déclaré lundi illégale l'obligation fédérale du port d'un masque sanitaire dans les transports publics aux Etats-Unis, une mesure éprement combattue devant les tribunaux.

La magistrate, Kathryn Kimball Mizelle, qui siège à Tampa en Floride, a estimé dans sa décision que les Centres américains de prévention et de lutte contre les maladies (CDC), la principale agence sanitaire fédérale, avaient outrepassé leurs prérogatives en imposant cette obligation, qui s'applique notamment aux avions, aux trains, aux métros et aux autocars.

L'administration de Joe Biden s'est récemment retrouvée sous une pression croissante pour assouplir ou annuler cette mesure.

Une vingtaine d'Etats dirigés par les républicains et plusieurs grandes compagnies aériennes ont notamment demandé la fin du masque obligatoire dans les avions et autres transports publics.

Mais la semaine dernière, les autorités fédérales avaient finalement pris la décision de prolonger l'obligation du port du masque au moins jusqu'au 3 mai.

BRÉSIL

Vers la levée des restrictions sanitaires "dans les prochains jours"



Le Brésil a annoncé la levée "dans les prochains jours" des restrictions sanitaires décidées en février 2020 dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, en raison de la diminution du nombre de morts et de contaminations.

"Grâce à l'amélioration du scénario épidémiologique, de la vaste couverture vaccinale de la population et de la capacité du SUS (système public de santé), nous avons les conditions pour annoncer aujourd'hui (dimanche) la fin de l'urgence sanitaire", a déclaré dimanche à la télévision le ministre de la Santé Marcelo Queiroga.

La mesure sera officialisée "dans les prochains jours" par un décret qui prononcera la fin de l'urgence sanitaire, décrétée le 3 février 2020 et qui permet le recours aux vaccins et l'achat de médicaments sans restriction. "Cette mesure, cependant, ne signifie pas la fin du Covid-19. Nous continuerons à vivre avec le virus", a ajouté le ministre.

Cette décision a été prise après que le président Jair Bolsonaro, longtemps sceptique sur le coronavirus, a demandé il y a quelques semaines à son ministre de décréter la "fin de la pandémie" et le retour à la normale.

Le gouvernement du président d'extrême-droite, candidat à sa réélection, a fait l'objet de critiques pour sa gestion de la pandémie, qui a fait près de 662.000 morts au Brésil depuis mars 2020, un chiffre seulement dépassé par les Etats-Unis.

APS

QUELS SUPER ALIMENTS CHOISIR POUR ÊTRE EN FORME ?

L'alimentation joue un rôle majeur dans notre équilibre physique et mental. Elle est « notre première médecine », comme le disait Hippocrate. Comment profiter de ses bienfaits pour garder la ligne, avoir le moral et afficher une belle peau plus longtemps ? Tour d'horizon des aliments à privilégier au quotidien.

Chaque aliment influe sur notre organisme. Pour être en bonne santé, il est donc important de consommer les plus riches en vitamines, en minéraux, en acides aminés essentiels et de varier au maximum son alimentation. À piocher parmi les différents groupes d'aliments et selon les saisons, en privilégiant le fait maison et le bio.

Contrôler son poids : choisir les bonnes graisses

Pour rester mince, il ne suffit pas de limiter les calories. « Il faut aussi privilégier les aliments à IG (index glycémique) bas, qui régulent l'appétit et éviter ceux à IG élevé, qui favorisent le stockage », affirme Angélique Houbert diététicienne micronutritionniste. Oui, donc, au quinoa, au riz sauvage, aux pois chiches, aux amandes ou à la pomme, non au pain blanc, aux pâtes trop cuites ou aux pommes de terre.

L'équilibre des différents acides gras est essentiel. « Les huiles de colza ou d'olive, les oléagineux (amandes...) ou l'avocat ne font pas grossir, s'ils sont consommés en quantité raisonnable. Ils aident même à réguler l'appétit. » Pour éviter les petits creux, on consomme chaque jour de bonnes

protéines : poisson (notamment les poissons gras), œuf, volaille (poulet, dinde...). Sans négliger les fibres, qui participent au contrôle du poids. On pense aussi au chrome : cet oligoélément optimise l'action de l'insuline, l'hormone de stockage et de régulation des glucides, sécrétée par le pancréas. Un anti-fringales présent dans le foie, les épices, le jaune d'œuf et la levure de bière.

Un moral au top : des acides aminés ciblés

Le magnésium, antistress, se trouve dans les céréales complètes, le cacao, le son de blé, les noix du Brésil, les amandes... À associer à la vitamine B6, présente dans le son de blé, le thon, le foie de morue ou la levure de bière. « Le tryptophane, un acide aminé, permet de fabriquer la sérotonine, l'hormone du bien-être. On le trouve dans la morue, les graines de courge, le parmesan, l'édam, la dinde... Quant à la tyrosine, c'est un précurseur de la dopamine, un neurotransmetteur qui dope le physique et le moral », explique Angélique Houbert.

Cet acide aminé est présent dans le canard, la dinde, le poulet et les œufs. Les oméga 3 aussi aident à rester zen. Principales



sources ? Saumon, truite, sardine, hareng, maquereau et huile de foie de morue.

Garder une belle peau : non aux radicaux libres !

« On estime que 60 % du vieillissement de notre peau est lié à notre mode de vie, notamment à la qualité de notre alimentation, ex-

plique le Dr Nadine Pomarède, dermatologue. De plus, l'oxygène produit des radicaux libres, qui accélèrent le vieillissement cutané. D'où l'importance d'une alimentation riche en antioxydants, capables de les neutraliser. Vitamines A, C et E, oligo-éléments, acides gras essentiels, caroténoïdes et autres polyphénols sont des alliés ! »

Pour faire le plein, on privilégie

les fruits et les légumes : brocoli, chou, fraise, raisin, abricot, pomme, grenade, kiwi... Mais aussi des légumes secs, des œufs, des poissons gras (saumon, maquereau, thon), du thé vert, du vin rouge. Sans oublier des épices et des herbes : origan, cannelle, clou de girofle, gingembre, curcuma, persil, menthe, basilic, coriandre, ciboulette...

DENGUE : LES PERSONNES ASYMPTOMATIQUES PARTICIPENT À LA TRANSMISSION DU VIRUS

Les personnes contaminées par la dengue mais ne présentant aucun symptôme seraient capables de transmettre ce virus aux moustiques, qui le propagent à leur tour par simple piqure. Une découverte non négligeable puisque les cas asymptomatiques représenteraient trois quart des infections totales.

Coup de tonnerre dans le monde de la recherche en épidémiologie. Alors que 300 millions de personnes dans le monde seraient infectées par le virus de la dengue sans présenter de symptôme, des chercheurs de l'Institut Pasteur du Cambodge, de l'Institut Pasteur de Paris et du CNRS ont montré que ces patients asymptomatiques pouvaient infecter les moustiques qui les piquent, et participer ainsi au cycle de contamination du virus. Les résultats de ces recherches, publiés dans la revue PNAS, remettent en cause un véritable dogme de la transmission de la dengue.

Les asymptomatiques transmettent le virus aux moustiques

La dengue, ou "grippe tropicale", est une maladie infectieuse transmise par la piqure d'un moustique tigre lui-même infecté. Chaque année, 390 millions de personnes seraient infectées dans le monde mais seulement un quart d'entre elles sont diagnos-



tiqués, les autres ne présentant pas de symptômes suffisamment sévères pour être détectés par les systèmes de santé : c'est ce que les scientifiques appellent les cas "asymptomatiques", également désignés par le terme "porteur sain". Avant cette étude, les chercheurs pensaient que les personnes asymptomatiques ne possédaient

pas suffisamment de virus dans le sang pour infecter les moustiques, qui risqueraient eux-mêmes de contaminer de nouvelles personnes. Pour réaliser cette étude, les scientifiques ont cherché des personnes asymptomatiques auprès de populations exposées à la dengue à Kampong Cham, au Cambodge. Ils ont alors placés les patients

diagnostiqués comme asymptomatiques en présence de moustiques sains. Résultat : les insectes étaient infectés et capables de transmettre à leur tour la maladie.

Prendre en compte les asymptomatiques pour limiter les épidémies

"Cette découverte soulève la possibilité que les personnes qui ne présentent que peu ou pas de symptômes, c'est-à-dire la majorité des infections, contribuent à perpétuer la transmission du virus de façon silencieuse" explique Louis Lambrechts, chercheur CNRS, responsable du groupe Interactions Virus-Insectes à l'Institut Pasteur de Paris dans un communiqué. Par ailleurs, alors qu'un malade présentant des symptômes est allé voire hospitalisé, une personne asymptomatique circule et rencontre de nombreux moustiques. Cette découverte devrait permettre d'améliorer la prise en charge précoce des épidémies de dengue en limitant les infections via les personnes asymptomatiques jusqu'ici négligées. "Les estimations du taux de transmission devront également être réajustées pour calculer la couverture vaccinale adéquate des vaccins en cours d'élaboration" ajoute Veasna Duong, chercheur au sein de l'unité de Virologie à l'Institut Pasteur du Cambodge.

DES BOISSONS PERMETTENT DE LUTTER CONTRE L'APPARITION DES CANCERS



L'eau du robinet, contenant des pesticides, de l'arsenic... n'est pas sans crainte en ce qui concerne le cancer. Mais certaines boissons comme le thé, permettent-elles de lutter contre la maladie ?

Il est aujourd'hui présenté comme la boisson santé par excellence. Son secret ? Outre un fort pouvoir antioxydant et détoxifiant, le thé vert contient des catéchines, des composés phytochimiques de la famille des polyphénols qui agiraient efficacement à différentes étapes de la cancérogenèse, notamment en favorisant le suicide des cellules cancéreuses ou en empêchant la formation des petits vaisseaux sanguins qui les nourrissent. Mais si boire une tasse de thé vert par jour est bon pour la santé, il ne faut pas pour autant en attendre une action miracle. « L'idée est de privilégier une alimentation qui cumule les sources de polyphénols qui ont tous une action antioxydante, plutôt que de miser sur un seul aliment », insiste le Pr Michel Crépin, qui prône avant tout une alimentation variée et équilibrée.

Et le jus de grenade ?

Dernier venu dans la catégorie des boissons anticancer, il tire lui aussi ses bénéfices santé d'une action antioxydante qui serait, selon certains travaux, trois à quatre fois supérieure à celle du thé. Plusieurs études in vitro ont confirmé son action anticancer et les premières études sur l'homme sont très prometteuses. À noter que le jus de grenade industriel (à choisir bio de préférence) est plus antioxydant que le fruit lui-même.

Top 10 des boissons les plus antioxydantes

1. Jus de grenade (100 % de fruit)
2. Vin rouge
3. Jus de raisin
4. Jus de myrtille
5. Jus de cerise tardive
6. Jus d'acai
7. Jus de cassis
8. Jus d'orange
9. Thé vert
10. Jus de pommé

By Nourmagazine.fr

CUISINER PERMET DE RÉDUIRE LE RISQUE DE DIABÈTE

Pour réduire le risque de diabète, il suffirait de préparer des repas maison, selon les résultats d'une étude présentée à l'American Heart Association à Orlando, en Floride (États-Unis).

Prendre du temps à cuisiner et préparer la majorité de ses repas maison serait un gage de bonne santé. En effet, selon cette nouvelle étude, prendre 11 à 14 repas faits maison chaque semaine, réduirait le risque de diabète de type 2 de 13%.

Les chercheurs ont réalisé une étude avec 58 000 femmes et 41 000 hommes et les ont suivis entre 1986 et 2012. Aucun des volontaires n'était atteint de diabète, d'une maladie cardiovasculaire ou d'un cancer au début de l'étude.

Les conclusions de l'étude ont révélé que les volontaires qui déclaraient manger une à deux fois par jour, soit consommaient en moyenne 11 à 14 repas faits maison par semaine, avaient un risque réduit de diabète de 13% par rapport aux participants prenant moins de 6 repas faits maison chaque semaine et ayant plutôt l'habitude de déjeuner ou dîner à l'extérieur de chez eux.

« Consommer des repas déjà cuisinés ou préparés du commerce, au restaurant ou à emporter est une tendance en augmentation significative aux États-Unis depuis ces 50 dernières années », explique Geng Zong, chercheur à Harvard TH Chan School of Public Health de Boston (États-Unis). « Dans le même temps, les taux de diabète de type 2 ont également augmenté. »

Le diabète en chiffre

9% des adultes sont aujourd'hui atteints de diabète dans le monde, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En France, il touche environ 3 millions de personnes, soit 47% de la population. Des chiffres qui augmentent



chaque année en raison de mauvaises habitudes alimentaires et d'une vie quotidienne de plus en plus sédentaire. Diagnostiqué tardivement, le diabète de type 2 peut endommager le cœur, les

reins, les vaisseaux sanguins, les yeux et les nerfs. Le taux de prévalence du diabète est passé de 2,6% en 2006 à 4,4% en 2009 selon l'Institut national de veille sanitaire (Invs).

DIABÈTE : 4 TRUCS INSOLITES POUR L'ÉVITER

À l'occasion de la 2e Semaine nationale de prévention du diabète, voici quatre conseils anti-diabète, découverts par les chercheurs américains.

Commencez le dîner par la salade

Une étude menée par l'Université de l'Arizona a montré que les personnes souffrant de diabète de type 2 ou d'une forme de résistance à l'insuline parvenaient à faire baisser leur taux de sucre dans le sang en avalant deux cuillères à soupe de vinaigre juste avant de consommer un repas riche en glucides.

Selon le chercheur qui a dirigé cette étude, cela serait dû au fait que le vinaigre contient de l'acide acétique qui met hors d'état de nuire certains enzymes digestifs qui libèrent le glucose des hydrates de carbone. En fait, le vinaigre aurait quasiment le même effet que certains anti-diabétiques modérés qui font baisser le taux de sucre dans le sang.

Alors, en guise d'antipasti, avant un dîner italien à base de pâtes fraîches ou de pizza, mangez une salade assaisonnée avec 3 cuillères à soupe de vinaigre, 2 cuillères à soupe d'huile de lin, 3 cuillères à soupe de yaourt, 1 petite cuillère à café de miel, sel et poivre. Vous ferez baisser le taux de sucre de votre sang !

Succombez à vos envies de café

Car non seulement le café réduit les risques d'AVC chez les femmes, mais il semble que le petit noir réduise également le risque de souffrir de diabète de type 2. Selon une étude menée par des chercheurs d'Harvard auprès de 126 000 gros consommateurs de café, les personnes qui consomment au



moins 6 tasses de café par jour (enfin, du café anglais s'entend) avaient entre 29 et 54% moins de risques de développer un diabète de type 2. Selon les chercheurs, cela est dû au fait que la caféine a un effet booster sur l'organisme mais aussi que le potassium, le magnésium et les antioxydants du café aident les cellules à absorber le sucre.

Dormez plus de 6 heures par nuit

On savait que le manque de sommeil favorise la survenue de l'hypertension mais selon une étude menée par l'Université de Yale auprès de 1700 personnes, il semble que les personnes qui dorment moins de 6 heures par nuit multiplient aussi par deux leur risque d'avoir du diabète de type 2. L'absence de sommeil de qualité ou suffisamment réparateur, en particulier en cas d'apnée du

sommeil, perturbe votre système nerveux se met alors en position d'alerte constante. Cela vient ensuite perturber le bon fonctionnement des hormones qui régulent le taux de sucre dans le sang.

Faites-vous un menu végétarien plus souvent

Les femmes qui mangent de la viande au moins 5 fois par semaine ont jusqu'à 29% plus de risques de développer un diabète de type 2 que celles qui n'en mangent qu'une fois par semaine. C'est ce qu'on conclut des chercheurs qui ont suivi 37 000 femmes au centre hospitalier pour femmes Brigham, l'un des centres d'études de Harvard. Les chercheurs soupçonnent le cholestérol présent dans la viande, et surtout dans la viande rouge, d'être responsable de ce risque accru de diabète.

BURKINA FASO Près d'une centaine de terroristes neutralisés en un mois

Près d'une centaine de terroristes ont été neutralisés lors d'opérations menées du 15 mars au 15 avril par les forces de défense et de sécurité du Burkina Faso sur toute l'étendue du territoire, selon l'armée burkinabè.

"Globalement, la situation sécuritaire sur la période du 15 mars au 15 avril 2022 s'est légèrement améliorée dans plusieurs parties du territoire national.

Comparativement au mois écoulé, les indicateurs soulignent des avancées notables", a écrit l'armée burkinabè dans son bulletin mensuel d'information sur les opérations de sécurisation.

La même source souligne que les actions militaires ont permis de "desserrer" la pression des groupes armés sur plusieurs localités du Centre-Nord, du Nord et de l'Est alors que les escortes et les opérations de sécurisation d'axes routiers ont permis le ravitaillement de plusieurs localités et la reprise des activités de nombreux commerçants.

L'opération "OUGAPO 3" qui se déroule depuis environ 3 semaines dans la région



de l'Est a permis de neutraliser au moins une vingtaine de terroristes dans les environs de Pama, indique le bulletin.

Dans la même région, en riposte aux attaques de Natiboani et Napade survenues le 22 mars dernier, les forces armées nationales disent avoir engagé plusieurs forces terrestres et aériennes pour neutraliser 10 terroristes le

26 mars 2022 et 35 le 1er avril.

Plusieurs actions offensives ont été conduites dans le cadre de la poursuite du nettoyage de la ville de Djibo (Sahel) et de ses environs, selon l'armée qui précise qu'elle a neutralisé le 16 mars dernier, 4 binômes armés à moto au sud de la ville.

Les 20 et 21 mars, l'implication des unités terrestres et aériennes a permis de met-

tre hors de combat 40 terroristes au cours de trois actions distinctes, indique l'armée.

Le 24 mars 2022, les unités militaires ont pu neutraliser 9 terroristes.

Un raid aéroterrestre mené par les forces burkinabè a permis de détruire la base terroriste identifiée et de neutraliser 12 terroristes, indique l'armée.

CENTRAFRIQUE Arrivée à Bangui de la nouvelle représentante du secrétaire général de l'ONU

La nouvelle représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies en République centrafricaine et cheffe de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca), Valentine Rugwabiza, est arrivée à Bangui, a annoncé l'ONU dans un communiqué.

Nommée par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, le 23 février 2022, Valentine Rugwabiza, de nationalité rwandaise, a pris officiellement ses fonctions le 1er avril au siège de l'ONU.

Valentine Rugwabiza, qui parle anglais, français, swahili et kinyarwanda, a plus de 30 ans d'expérience sur les questions de développement et de sécurité en Afrique, tant dans le secteur public que dans les entreprises, succède à ce poste au Sénégalais Mankeur Ndiaye, dont le mandat a pris fin le 31 mars 2022.

"Dans les prochains jours, elle aura une série d'audiences, notamment avec le président de la République, Faustin Archange Touadéra, les membres du Gouvernement et les présidents des institutions de la République centrafricaine.

La représentante spéciale envisage également de s'entretenir avec des personnalités du pays, ainsi qu'avec les partenaires internationaux et entend effectuer des visites dans les différentes régions de la République centrafricaine", a détaillé l'ONU.

La Cour pénale spéciale ouvre son premier procès

En Centrafrique, la Cour pénale spéciale (CPS), tribunal hybride composé de magistrats nationaux et internationaux chargés de juger les crimes de guerre et contre l'humanité commis depuis 2003, ouvre son premier procès mardi à Bangui.

A compter du 19 avril, trois inculpés issus du groupe armé des 3R (Retour, Réclamation et Réhabilitation) seront jugés devant ce tribunal mixte siégeant à Bangui pour des faits commis, en mai 2019, à Lemoua et Koundjili, au nord-ouest du pays, notamment "des meurtres et autres actes inhumains constitutifs de crimes contre l'humanité", selon le communiqué de la Cour.

Il aura fallu près de sept ans à la Cour pénale spéciale (CPS) - créée par une loi de 2015 pour juger des crimes de droit international et les graves violations des droits humains perpétrés depuis 2003 en République Centrafricaine (RCA) - pour annoncer son premier procès.

L'ouverture du premier procès, est "une avancée significative dans le chemin ardu vers la justice pour les crimes graves commis dans ce pays", a déclaré Human Rights Watch la semaine dernière.

BÉNIN

Un taux de croissance de 7,2 % enregistré en 2021

Le Bénin a affiché un taux de croissance économique de 7,2 % en 2021 contre 3,8% en 2020, malgré les effets de la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19, selon la note des comptes nationaux de 2021 publiée lundi à Cotonou.

Cette reprise de l'économie peut s'expliquer par le regain des activités du secteur tertiaire (+3,2 points de

contribution à la croissance), notamment dans le commerce, le transport, les hôtels et restaurants, selon la note réalisée par l'Institut national de la statistique et de la démographie du pays.

Avec un accroissement de sa valeur ajoutée passant de 5,2% en 2020 à 9,1% en 2021, à la faveur du renforcement des grands travaux d'infrastructures et les nouveaux chantiers de constructions

lancés par le gouvernement, le secteur secondaire a contribué à 1,5 point au taux de la croissance économique l'année dernière, précise le document.

Quant au secteur primaire, avec une agriculture en plein essor dont la part dans le PIB s'élevait à 22,8% en 2021 contre 21,8% l'année précédente, il a contribué à 1,4 point à la croissance économique du pays.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

15 personnes tuées par des militaires en deux jours dans l'est

Deux militaires congolais, apparemment ivres, ont tué au moins 15 personnes en deux jours, l'un dimanche en Ituri, l'autre lundi dans le Sud-Kivu, deux provinces de l'est de la RDC en proie aux violences de groupes armés, selon des sources locales. Lundi, un soldat a tiré sur des passagers d'une pirogue à moteur (un "boat") qui s'appropriait à naviguer sur le lac Tanganyika, au niveau de Kazimia, en territoire de Fizi (Sud-Kivu), tuant huit personnes et en blessant sept autres, a indiqué Aimé Kawayi Mutipula, administrateur du territoire.

"Parmi les victimes, toutes civiles, figurent des hommes, des femmes et des enfants", a-t-il ajouté.

Les raisons pour lesquelles le militaire, qui était lui-même à bord, a fait usage de son arme, ne sont pas connues mais, selon M.Kawayi, il était "en état d'ébriété".

"Il est aux arrêts", a précisé André Byadunia, coordonnateur de la société civile locale, en demandant "aux autorités qu'il soit jugé et condamné".

Dimanche, un autre militaire, manifestement ivre lui aussi, a d'abord tué le garde du corps d'un colonel,

le colonel lui-même, puis cinq civils à Bambu, un village du territoire de Djugu, région qui subit de fréquentes attaques de miliciens, ont indiqué les autorités locales.

Le village "s'est réveillé dimanche matin avec des tirs, on pensait à une attaque", a raconté Claude Mateso, chef du secteur de Waulendu Djatsi.

Mais, selon lui, il s'agissait d'un soldat, à qui ses collègues avaient retiré la veille au soir son arme parce qu'il était en état d'ivresse et qui était venu la récupérer.

Le tireur a fini par être tué par un autre militaire lancé à sa poursuite.

"C'est un cas isolé que nous condamnons fermement", a dit le lieutenant Jules Ngongo, porte-parole de l'armée en Ituri.

"Nous attendons de connaître les vrais mobiles de cet irresponsable et criminel", a-t-il ajouté.

Par ailleurs, dans la province voisine du Nord-Kivu, six personnes ont été blessées par une grenade lancée dans la foule par des militaires venus arrêter un jeune dans le village de Kisovu, dans le territoire de Masisi, a indiqué Ngendahimana Eugène Gishoma, secrétaire adminis-

tratif de la localité de Burungu. Les trois provinces de l'est de la RDC sont en proie aux violences de groupes armés depuis plus de 25 ans. L'Ituri et le Nord-

Kivu sont en état de siège depuis mai dernier, une mesure qui a donné les pleins pouvoirs à l'armée et à la police mais n'a pas permis à ce jour d'ramener la paix.

AFRIQUE DU SUD

Les autorités entament l'évaluation des dégâts des inondations

Les lourds dégâts causés par les inondations qui ont frappé l'Afrique du Sud, faisant au moins 443 morts, étaient en cours d'évaluation mardi, l'état de catastrophe nationale ayant été déclaré une semaine après le début des intempéries sur la côte est.

Une batterie de ministres sont attendus dans la journée à Durban, épice de la catastrophe, pour inspecter écoles, hôpitaux et infrastructures sévèrement endommagés.

La veille, le président Cyril Ramaphosa a évoqué un "désastre humanitaire qui nécessite une intervention massive et urgente" et déclaré l'état de catastrophe nationale qui doit permettre le déblocage de ressources exceptionnelles.

Les pluies diluviennes et les glissements de terrain ont laissé un paysage dévasté autour de la ville portuaire du KwaZulu-Natal (KZN): routes défoncées, ponts effondrés, canalisations éventrées.

Des habitants sont privés d'eau potable depuis huit jours, près de 80% du réseau est hors service, selon les autorités locales. Des camions-citernes



tendent d'acheminer des réserves auprès des populations mais certaines zones s restent inaccessibles.

Les autorités ont déclaré avoir rétabli l'électricité quasiment partout mais le pays est en proie à de nouvelles coupures de délestage imposées par l'entreprise publique Eskom dont les infrastructures vieillissantes sont incapables de répondre aux besoins du pays.

Le port de Durban, un des principaux terminaux maritimes d'Afrique et clef de voûte de l'activité économique dans le pays, a été gravement touché.

Les autorités s'attendent à des centaines de millions d'euros de dommages.

Une première estimation pour la réparation des seules infrastructures routières se monte à près de 354 millions d'euros (5,6 milliards de rands).

Le gouvernement avait déjà annoncé la semaine dernière le déblocage d'un fonds d'urgence de 63 millions d'euros (un milliard de rands) pour la région qui a déjà connu des destructions massives en juillet lors d'une vague inédite d'émeutes et de pillages.

PALESTINE

Conseil de sécurité : consultations sur les derniers développements à Al-Qods occupée

Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU se réuniront mardi pour des consultations à huis clos sur "La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne", et les derniers développements à Al-Qods occupée.

La Chine, la France, l'Irlande, la Norvège et les Emirats arabes unis (EAU) ont demandé à la réunion de discuter des développements récents à Al-Qods occupée.

Le coordinateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, devrait faire un briefing.

La réunion est distincte de la réunion mensuelle régulière sur "La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne", prévue le 25 avril.

Les membres du Conseil chercheront probablement à obtenir une mise à jour du Wennesland sur les récentes tensions sur le site de Haram

al-Sharif et sur la situation sécuritaire à Al-Qods occupée plus largement.

Vendredi, des affrontements entre des Palestiniens et les forces de sécurité sionistes ont éclaté sur le site de Haram al-Sharif, ayant fait au moins 152 palestiniens blessés.

Le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, a déclaré que M. Antonio Guterres était "profondément préoccupé" par la situation à Al-Qods occupée, appelant au calme, et à cesser les provocations sur la Sainte Esplanade.

Lors de la réunion de ce mardi, les membres du Conseil sont susceptibles de



souligner l'importance de préserver le statu quo historique des lieux saints à Al-Qods-occupée.

Agression sioniste contre Al-Aqsa : manifestation de soutien aux Palestiniens à Chicago

Des centaines de manifestants dont des Palestiniens et des militants étrangers solidaires avec la question palestinienne, ont condamné mardi dans la ville américaine de Chicago, l'attaque sioniste contre le peuple palestinien, en particulier à Al-Qods occupée.

L'action a été chapeautée par la branche de Chicago de la Coalition pour

la justice en Palestine, selon l'agence palestinienne de presse, Wafa. Lors de la manifestation, les protestataires ont hissé des drapeaux palestiniens. La police de la ville a fermé l'artère principale du Michigan pendant une heure, selon Wafa. Les manifestants, qui ont parcouru les rues principales du centre-ville, ont appelé à la fin des attaques

sionistes répétées contre les fidèles de la mosquée sainte Al-Aqsa. Ils ont appelé l'administration Biden à cesser d'appliquer la politique de "deux poids deux mesures", en ce qui concerne les droits des Palestiniens et la nécessité d'intervenir pour mettre fin à l'occupation sioniste, et établir un Etat palestinien avec Al-Qods comme capitale.

ONU

Vers une obligation au Conseil de sécurité de justifier le recours au veto

Le Liechtenstein réunit mardi les 193 membres de l'Assemblée générale de l'ONU pour débattre d'un projet de résolution obligeant les cinq membres permanents du Conseil de sécurité à justifier leur recours au veto, autrement

dit visant à ce qu'ils l'utilisent moins. Le projet du Liechtenstein, co-parrainé par une cinquantaine de pays dont les Etats-Unis mais, fait notable, aucun des quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité (Russie, Chine,

France et Royaume-Uni), devrait faire l'objet d'un vote prochain, selon des diplomates.

Le Conseil de sécurité compte aussi dix membres non permanents, qui ne disposent pas de droit de veto. Le texte prévoit une

convocation de l'Assemblée générale "dans les dix jours ouvrables suivant l'opposition d'un ou plusieurs membres permanents du Conseil de sécurité, pour tenir un débat sur la situation dans laquelle le veto a été exprimé".

NUCLÉAIRE IRANIEN

L'Iran juge un accord éloigné, les Etats-Unis affichent leur fermeté

Les Etats-Unis ont semblé lundi adresser une fin de non-recevoir à une demande-clé de l'Iran pour sauver l'accord sur le nucléaire iranien, tandis que Téhéran jugeait un compromis éloigné, en accusant Washington d'être responsable du retard. Les négociations en cours depuis un an à Vienne pour ressusciter cet accord de 2015, aussi connu sous son acronyme anglais JCPOA, sont à nouveau dans une impasse, loin de l'espoir affiché il y a

quelques semaines par les différents camps. Le blocage porte notamment sur une exigence des Iraniens qui réclament que les Américains retirent les Gardiens de la révolution, armée d'élite de l'Iran, de leur liste des "organisations terroristes étrangères". Cette sanction, décidée par les Etats-Unis sous la présidence de Donald Trump après qu'il eut claqué la porte en 2018 de l'accord sur le nucléaire, est officiellement distincte du dossier sur le nucléaire iranien.

"Si l'Iran veut la levée de sanctions au-delà de celle prévue par le JCPOA, il doit répondre à nos inquiétudes au-delà du JCPOA", et "négocier sur ces questions avec bonne foi et réciprocité", a déclaré le porte-parole de la diplomatie américaine Ned Price, semblant confirmer qu'un retrait des Gardiens de la liste noire n'était pas prévu dans le cadre des tractations actuelles. "Les Iraniens connaissent nos positions sur les différents sujets", a-t-il ajouté.

SRI LANKA

Des manifestations sur toute l'île en raison du manque de carburant

Une pénurie aiguë de carburant au Sri Lanka a déclenché mardi des manifestations spontanées sur toute l'île où des dizaines de milliers d'automobilistes en colère incendiaient des pneus et bloquaient des routes, selon la police et les autorités locales.

Les 115 kilomètres de route qui séparent Colombo de Kandy (centre), ont été coupés en divers points par des manifestations de colère, a indiqué la police.

Ces actions se sont déroulées pour protester contre la pénurie de carburant, la plupart des stations-service étant à court d'essence et de diesel, dans le pays en faillite.

Le Sri Lanka, en proie à sa pire crise économique depuis son indépendance en 1948, a annoncé le 12 avril faire défaut sur sa dette extérieure de 51 milliards de dollars.

Le pays cherche à obtenir un renflouement de 3 à 4 milliards de dollars du FMI (Fonds monétaire international). Le gouvernement a besoin de dollars afin de pouvoir financer ses importations de carburant, entre autres produits essentiels.

Le principal distributeur de carburant du pays, Ceylon Petroleum Corporation (CPC), a augmenté ses prix de 64,2%.

L'entreprise publique a aussi levé le ra-

tionnement qu'elle imposait depuis vendredi. La veille, le distributeur privé Lanka IOC, qui représente un tiers du marché du carburant, avait augmenté ses tarifs de 35%.

Les manifestations d'automobilistes ont eu lieu parallèlement à celle qui se déroulait à Colombo, pour la 11e journée d'affilée, appelant à la démission du président Gotabaya Rajapaksa en raison de l'aggravation de la crise économique dans l'île.

Les médecins du principal hôpital pour enfants du pays ont également manifesté mardi devant l'établissement pour réclamer des médicaments et du matériel médical.

Le président Rajapaksa a nommé lundi un nouveau gouvernement. Il a toutefois maintenu son frère aîné, Mahinda Rajapaksa, en tant que Premier ministre.

Des dizaines de députés de la coalition de Rajapaksa se sont retournés contre l'administration et ont pris place mardi sur les bancs de l'opposition au Parlement.

"Les gens souffrent à cause de la crise économique et je le regrette profondément", avait déclaré la veille le président au nouveau cabinet, concédant que le Sri Lanka aurait dû s'adresser au FMI "beaucoup plus tôt".

APIS

SUÈDE

Colère contre un groupe d'extrême droite voulant brûler le Coran

La police suédoise a porté lundi à 40 blessés, dont 26 policiers, le bilan des graves violences survenues dans plusieurs villes du pays dans le sillage d'une "tourné" d'un groupe d'extrême droite voulant brûler le Coran.

La gestion de cette tournée anti-islam a également suscité la condamnation de plusieurs pays musulmans: après l'Irak et l'Arabie Saoudite, la diplomatie turque a déploré lundi "l'hésitation à empêcher des actes provocateurs et islamophobes (...) sous couvert de liberté d'expression", tandis qu'une manifestation a eu lieu devant l'ambassade de Suède en Iran.

Aux cris d'"Allahu Akbar" (Dieu est grand), de premières contre-manifestations contre la venue en Suède du chef du parti danois anti-islam "Ligne dure", Rasmus Paludan, avaient dégénéré jeudi en violences contre la police, dans des quartiers à forte communauté musulmane des villes suédoises de Norrköping et Linköping.

Les scènes d'émeutes s'étaient ensuite propagées durant le week-end à plusieurs autres villes, où M. Paludan, qui a la double nationalité danoise et suédoise, a mis le feu ou projeté de mettre le feu à des exemplaires du livre saint de l'islam. La police suédoise, dont une vingtaine de véhicules ont été incendiés ou endommagés, considère avoir été la cible principale de ce qu'elle a qualifié d'"émeutes violentes".

MEXIQUE

Le président dénonce "une trahison" après le rejet de son projet phare contesté par les Etats-Unis

Le président Andres Manuel Lopez Obrador a dénoncé lundi une "trahison du Mexique" après le rejet la veille par les députés de son projet phare de réforme de la Constitution visant à renforcer le secteur public dans la production d'électricité, une mesure décrite par les Etats-Unis.

Le président de gauche nationaliste a fustigé les députés d'opposition qui "au lieu de défendre les intérêts du peuple, de la Nation, se sont transformés en francs défenseurs d'entreprises étrangères".

Malgré des tentatives de débauchages, son parti Morena (Mouvement pour la régénération nationale) et ses alliés n'ont pas atteint la majorité qualifiée des deux tiers à la Chambre des députés, où trois grands partis d'opposition ont fait bloc et voté contre. Le seuil se situait à 332 voix pour 498 présents (sur 500 au total).

Après plus de douze heures de débats survoltés et d'investives, 275 députés ont voté pour et 223 contre ce projet de réforme de trois articles de la Constitution (25, 27 et 28) sur "la propriété des terres et des eaux" et l'interdiction des monopoles.

Le président avait élevé la question de la réforme du marché de l'électricité au rang des enjeux de souveraineté nationale face aux entreprises étrangères, américaines et espagnoles.

Son projet prévoyait de revenir sur la libéralisation approuvée en 2013, en garantissant 54% du marché à l'entreprise publique Commission fédérale d'électricité (CFE) face au secteur privé, contre 38% actuellement.

Les Etats-Unis dénoncent un risque pour les milliards d'investissements privés des entreprises américaines au Mexique.

MUSIQUE

Lounis Ait Menguellet, poète et chanteur de toutes les générations

Le chantre de la chanson algérienne d'expression amazighe Lounis Ait Menguellet a galvanisé, lundi soir, le nombreux public de l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh, venu rendre hommage au poète de toutes les générations, à travers un florilège de chansons, anciennes et nouvelles, de leur quotidien.

Lounis Ait Menguellet a fait une entrée triomphale sous un tonnerre d'applaudissements et les youyous nourris des nombreux spectateurs, tous debout pour accueillir leur idole, sous un éclairage vif, aux couleurs multiples, annonçant ainsi une grande soirée en perspective.

"Après une absence forcée de trois années de la scène artistique pour cause de pandémie, nous voilà réunis à nouveau, espérant que nous nous reverrons plus souvent", a déclaré d'entrée Lounis Ait Menguellet, visiblement ravi de retrouver son public.

Dirigé d'une main de maître par Djaffar Ait Menguellet, lui-même à la flûte et à la guitare, un orchestre de huit musiciens, Yacine Haddad à la batterie, Chabane Benameur à la derbouka, Saïd Ghezli au bendir, Boussad Led-

jemil à la basse, Jugurtha Boutellis à la guitare, Sofianr Ahdjoudj au c lavier et Salem Karrouche à la flûte, a brillamment soutenu le grand poète à la guitare.

Les premières notes annonçant la tonalité et la gamme de la pièce "Izurar ghaf idurar" (des colliers sur les montagnes) à peine pincées à la guitare, que toute l'assistance a déjà entamé le chant avec le chanteur et grand poète, battant la mesure avec les mains en reprenant en chœurs son refrain.

Parmi les chansons entonnées par Lounis Ait Menguellet, "Chaâl'tagh thafath" (allumez la lumière), "Adu ghalen" (Ils reviendront), "Thamourth ennegh" (mon pays), "Svar ay oliw" (patiente ô mon cœur), "Ourdjigh" (j'ai attendu), "Thelt yyam" (trois jours de ma vie) et l'incontour-

nable "JSK", au plaisir d'un public conquis qui a savouré tous les instants du concert.

Dans des atmosphères empreintes d'euphorie et de convivialité, le public a chanté et dansé sur les cadences d'une vingtaine de chansons de thèmes différents, incitant au déhanchement, rendues en deux parties séparées par une entracte bienvenue, qui a permis aux spectateurs de reprendre leur souffle.

Présente au concert, la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a déclaré qu'elle était venue "assister au concert de l'une des plus grandes icônes de la chanson algérienne", qui a célébré durant toute sa carrière, l'"amour de l'Algérie, son patrimoine et les valeurs de l'humanisme".

Durant plus de 50 ans, Lounis Ait Menguellet a chanté l'adret et

l'ubac, porté nos joies et nos souffrances, touchant à tous les sujets de notre quotidien, l'amour de la terre et des gens, la mélancolie, la femme, le destin et l'adversité de la vie en général", s'est exprimé une spectatrice à l'issue du concert.

"Nous aimons Lounis Ait Menguellet car sa poésie est prolifique, d'une rationalité et d'un esthétisme inégalables (...) un ciseleur du verbe hors pair qui a toujours rendu hommage à la belle parole" ont confié de jeunes fans.

Après les spectacles d'Akbou (Bejaïa), et Alger, à la salle Atlas et à l'Opéra d'Alger, Lounis Ait Menguellet, est attendu à Oran ainsi qu'à Tizi-Ouzou, pour s'envoler ensuite, en juin prochain à Montréal (Canada), puis au Mans (France), selon le programme de sa tournée.



LIVRE

Appel à un plus large soutien de l'industrie du livre (Snel)

Le syndicat national des éditeurs de livre (Snel) a appelé lundi, par la voix de son président Ahmed Madi, à un "plus large soutien à l'industrie du livre en Algérie", afin de l'intégrer dans une dynamique de développement économique et "exploiter pleinement le potentiel" de ce secteur.

Invité sur les ondes de Radio culture, Ahmed Madi a réitéré l'appel des éditeurs pour "une exonération des intrants de l'industrie du livre" afin de relancer ce secteur, grandement affecté par la pandémie de coronavirus et par une "augmentation très significative des prix du papier", qui a, selon lui, "presque doublé sur les marchés mondiaux".

Le président du Snel a également appelé

à "faciliter et simplifier l'exportation du livre algérien", un acte économique simple "pourtant quasiment impossible pour les éditeurs" explique-t-il, assurant, en sa qualité de membre de l'Union des éditeurs arabes, que la demande sur le livre algérien est "notable dans de nombreux pays et dans les circuits universitaires et institutionnels".

Dans la même optique de relance de l'industrie du livre, Ahmed Madi regrette le nombre réduit de libraires professionnels, et propose de petits mécanismes "simples et peu coûteux" pour soutenir ce maillon important de l'industrie du livre, comme "l'attribution d'espaces commerciaux en concession et uniquement dédiés à l'activité de librairie".

Evoquant le 25e Salon international du livre d'Alger (Sila), tenu récemment, le fondateur de Dar El-Hikma, a estimé que cette édition a été une "véritable réussite", tant pour les éditeurs que pour le public, notamment grâce "à l'initiative du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, d'exonérer tous les participants des frais de location des stands, une mesure qui a encouragé l'élargissement de la participation

étrangère et algérienne à cette manifestation".

Egalement invité de cette émission, l'écrivain Mohamed Guemmari, a également appelé à "un plus grand effort de médiatisation et de promotion des œuvres littéraires", pour relancer l'industrie du livre, tout en proposant aux éditeurs d'entretenir de meilleures relations de travail avec leurs auteurs et avec les médias.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE DE BOUIRA

Réf : 1336 / DG/OPGI/DMO/2022BOUIRA, le 13/04/2022

Mise en demeure N° 02

Projet : 100 / 3250 Logements Publics Locatifs à BORDJ OKHRIS

Lot N°01:60 / 100 logements enTCE sauf VRD

Entreprise :ETB TCE BOUMAZA Mohamed

- Vu le décret présidentiel N° 10-236 du 07/10/2010 modifié et complété, portant réglementation des marchés publics.
- Vu le marché de réalisation des 100 / 3250 Logements Publics Locatifs à BORDJ OKHRIS en Lot N°01 : 60/100 logements en TCE sauf VRD, approuvé par la commission des marchés publics de l'OPGI de Bouira en date 24/03/2014 sous le N° 030.
- Vu le délai contractuel de réalisation de Dix Sept (17) Mois.
- Vu l'ordre de service de démarrage des travaux notifié à l'entreprise en date du 25/03/2014;
- Vu la mise en demeure N°01 publiée dans les quotidiens nationaux «المساءل العربي» et «L'Expression» en date du 01/02/2016 demandant à l'entreprise de :
 - Mettre un effectif qualifié répondant aux besoins du chantier.
 - Doter le chantier en matériel adéquats.
 - Approvisionner le chantier en matériaux de construction.
- Vu l'ordre de service N°11 de reprise des travaux notifié à l'entreprise par l'huissier de justice (par l'affichage) en date du 16/03/2022.
- Vu le procès-verbal de constat établi par le maître d'ouvrage en date du 24/03/2022 signalant que le projet est toujours à l'arrêt et que l'entreprise n'a pas entamée les travaux malgré la notification de l'ordre de service N°11 de reprise des travaux par l'huissier de justice en date du 16/03/2022.
- Vu le Procès-verbal de constat d'huissier de justice établi en date du 28/03/2022 constatant l'arrêt des travaux, l'absence d'effectifs et gardien de chantier sur le site du projet.
- Vu le procès-verbal de constat établi par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre en date du 05/04/2022 signalant que l'entreprise n'a pas toujours repris les travaux et le chantier est totalement abandonné.

L'entreprise ETB TCE BOUMAZA Mohamed, domicilié à Angle Bd SAFTA – Commune de BOUFARIK BP 88T Wilaya de BLIDA, est mise en demeure dans un délai de Huit (08) jours, à compter de la première publication de cette mise en demeure dans les quotidiens nationaux et le BOMOP de :

- Reprendre les travaux dans l'immédiat.
- Mettre un effectif qualifié répondant aux besoins du chantier.
- Doter le chantier en matériels adéquats.
- Approvisionner le chantier en matériaux de construction.

Faute par l'entreprise de satisfaire à cette mise en demeure, le Maître de l'ouvrage (OPGI de BOUIRA) se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché aux torts exclusifs de l'entreprise.

SAUVEGARDE DU PATRIMOINE IMMATÉRIEL

Le rôle de l'œuvre de Mammeri souligné à Bouira

Des linguistes et des chercheurs ont souligné lundi soir lors d'une conférence-débat organisée au théâtre Amar El Askri de la ville de Bouira, le rôle de l'œuvre de l'écrivain et anthropologue Mouloud Mammeri, dans la sauvegarde du patrimoine immatériel national.

Au cours de cette conférence organisée dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine (18 avril-18 mai), à laquelle a assisté un public nombreux, des chercheurs et des linguistes ont mis en exergue "le grand apport" des œuvres de Mouloud Mammeri dans la sauvegarde et la préservation du patrimoine culturel immatériel à travers une série d'écrits sur les us et les traditions et autres aspects culturels en Algérie.

"L'écrivain Mouloud Mammeri était un précurseur dans la préservation et la valorisation du patrimoine immatériel qui est primordial pour toute civilisation humaine", a souligné l'archéologue et chercheur en culture et langue amazighe, Hamid Bilek.

A travers ses œuvres comme l'Ahellil du Gourara (1984), les poèmes kabyles anciens (1980), la colline oubliée (1952) et l'Opium et le bâton (1965), l'auteur "a pu réhabiliter à la me de l'Algérie, à savoir le patrimoine culturel immatériel" a-t-il dit en rappelant que l'Algérie est le premier pays à avoir ratifié en 2004 la convention de l'Unesco pour la sauvegarde du patrimoine immatériel.

Mouloud Mammeri a laissé un "legs incommensurable" en retraçant, dans ses œuvres et travaux de recherches, la vie, les us et les traditions culturelles qui constituent un patrimoine immatériel important pour l'histoire de l'Algérie et de son peuple.

"Le patrimoine immatériel est primordial

car il constitue l'âme de toute civilisation et l'histoire des nations à travers le monde", a souligné M. Bilek.

Pour le même intervenant, les langues maternelles constituent aussi un vecteur principal dans la préservation de ce patrimoine immatériel.

"L'Algérie dispose de plusieurs sites classés par l'Unesco comme patrimoine matériel universel comme Timdag, Tassili Nadjer, mais elle jouit aussi et surtout d'un patrimoine culturel immatériel considérable comme l'Ahellil du Gourara qui est devenu universel", a-t-il rappelé.

Le chercheur a relevé que "l'analyse faite par l'auteur Mouloud Mammeri dans sa recherche sur l'Ahellil du Gourara avait constitué la base du travail de la commission de l'Unesco pour l'élaboration de la convention pour la préservation du patrimoine immatériel".

Pour sa part, le linguiste et chercheur Hassane Helouane, qui a participé à la conférence, a lui aussi, mis l'accent sur le rôle de la langue maternelle dans la sauvegarde du patrimoine immatériel.

"La langue maternelle constitue un élément fondamental dans la préservation de ce legs.

Beaucoup de toponymes donnés aux sites et aux villes du pays racontent la civilisation, l'histoire et l'origine de toute une nation", a expliqué l'orateur.

Pour M. Helouane, ces appellations, qui renseignent sur l'identité des lieux et des populations, véhiculent tout un savoir et un patrimoine considérable. "C'est pour cela que nous devons tout œuvrer pour préserver ce legs", a insisté M. Helouane.

APS

USA-ESPACE

La méga fusée pour la Lune de la Nasa de retour au garage après un test raté

La nouvelle fusée géante de la Nasa pour la Lune, SLS, va être ramenée dans son bâtiment d'assemblage pour subir des modifications après un premier test raté sur son aire de lancement en Floride, repoussant de façon quasi certaine à l'été le décollage de sa première mission.



Malgré plusieurs tentatives pour mener ce test à bien au centre spatial Kennedy, les équipes de l'agence spatiale américaine ont rencontré une série de problèmes, les ayant conduits à décider de rentrer la fusée à l'abri avant de retenter cette ultime répétition générale.

Une valve défectueuse va notamment devoir être changée, une opération qui ne pouvait pas être réalisée sur le pas de tir.

Une fuite a également été découverte lors des dernières opérations de

remplissage de l'étage principal avec de l'hydrogène liquide, qui devra être résolue.

Pour "tout nouveau système de lancement, lorsqu'il passe pour la première fois par ce processus, c'est le genre de choses que vous apprenez", a justifié lundi lors d'une conférence de presse Tom Whitmeyer, responsable du développement des systèmes d'exploration à la Nasa.

"Le véhicule lui-même fonctionne très bien, mais les opérations sont très compliquées", a-t-il ajouté.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Ouargla : entrée en service d'une nouvelle station 4G de 560 lignes (AT)



Une nouvelle station de télécommunication 4G, d'une capacité de 560 lignes, a été mise en service dimanche à Sidi-Khouiled (périphérie d'Ouargla), a rapporté lundi la direction opérationnelle d'Algérie-Télécom (AT).

Elle porte à 52 le nombre de stations du genre exploitées dans la wilaya et totalisant 29.000 abonnés, a précisé la source.

L'opération entre dans le cadre de la modernisation des prestations de téléphonie et d'Internet et sa généralisation à travers la wilaya, notamment en zones enclavées et éloi-

gnées, a souligné le chargé de communication et des relations extérieures de la direction opérationnelle d'AT à Ouargla, Omar Thelib. La wilaya d'Ouargla recense quelque 63.000 abonnés à la téléphonie fixe, 42.000 à l'Internet haut débit (ADSL) et 250 au réseau de fibre optique à domicile (FTTH), a-t-il également fait savoir.

Cernant cette dernière technologie (FTTH), l'opération, qui concerne la téléphonie fixe et le haut débit Internet, se poursuit à un "bon rythme" et a touché plusieurs quartiers et

localités de la wilaya, a ajouté le responsable qui signale que les efforts de modernisation des réseaux de télécommunications ont permis de désenclaver plusieurs zones de la wilaya. Les agences commerciales d'AT à travers la wilaya connaissent une affluence de citoyens désireux de souscrire à ces prestations de Télécommunications modernes, ce qui encourage à poursuivre les efforts de leur généralisation à travers l'ensemble de la wilaya", a estimé le chargé de communication d'AT-Ouargla.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
 OPGI DE CHLEF
 NUMÉRO D'IDENTIFICATION FISCALE (NIF) :
 001502090677429

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales N°04/2022

L'OPGI DE CHLEF lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales pour :

Etude d'adaptation et suivi pour la réalisation en TCE y compris VRD de 30 logements LPA + 06 logements promotionnels libres à HAY BEN SOUNA - CHLEF Programme 2018

Il s'adresse aux :

- Groupements solidaires d'architecte et ingénieur agréés en génie civil dans le cadre d'un contrat de gestion de projet.
- Architecte seul agréé et répondant aux conditions d'exercice de la profession conformément à la réglementation en vigueur et inscrits au tableau National de l'Ordre des Architectes.
- Qui répondent aux conditions d'éligibilités minimales suivantes :

1- Capacités professionnelles

- Pour les Groupements solidaires d'architecte et ingénieur agréés en génie civil : Justifier par un contrat ou protocole d'accord entre un architecte agréé disposant d'un agrément pour l'exercice de la profession d'architecte agréé au titre de l'année 2021 en cours de validité et un ingénieur agréé en génie civil disposant d'un agrément délivré par le MHUV en cours de validité, le protocole d'accord doit désigner comme chef de fil l'architecte agréé et définir les tâches que détient chaque membre.
- Pour les Architectes : Seul justifier par un agrément pour l'exercice de la profession d'architecte agréé au titre de l'année 2021 en cours de validité.

2- Capacités financières

Ayant une moyenne du montant du chiffre d'affaire réalisé pendant les années (2018, 2019 et 2020) ≥ 1.500.000.00 DA

3- Capacités techniques

a- Référence professionnel

Bureau d'études ayant déjà élaboré au moins un (01) projet de maîtrise d'œuvre « Étude et suivi » des travaux d'un projet de 30 logements ou plus Ou un (01) projet d'équipement publics classé Catégorie - B- ou plus ».

b- Moyens humains

Disposant de moyens humains suivant :
 • Un (01) Chef de projet (architecte/master en architecture).

• Un (01) ingénieur/master en génie civil.

c- Moyens matériels

Disposant de moyens matériels suivants :
 - (01) Véhicule de transport (tout type), justifié par la carte grise et l'assurance en cours de validité le jour de l'ouverture des plis.

- (01) Siège ou Local.

Les cahiers des charges peuvent être retirés par le soumissionnaire ou son représentant dûment désigné au niveau du direction générale de l'OPGI de Chef (Département Maîtrise d'ouvrage) Rue Emir Abdelkader CHLEF, contre paiement d'une somme de 5.000,00 DA, au profit du maître d'ouvrage OPGI CHLEF, représentant les frais de reproduction.

Les offres doivent comporter trois (03) plis distincts portant l'un la mention : dossier de candidature, le 2e -offre technique - et le 3e - offre financière - .

A. Dossier de candidature contient :

- 1- La déclaration de candidature, (jointe en annexe), renseignée en totalité, datée, signée et cachetée,
- 2- La déclaration de probité; (jointe en annexe), renseignée en totalité, datée, signée et cachetée,
- 3 - L'attestation de dépôt légal des comptes sociaux de l'année 2021, pour les SARL, EURL
- 4- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager le BET.
- 5- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires.

a) Capacités professionnelles: L'agrément + l'inscription au tableau national des architectes en cours de validité et justifié par la mise à jour au niveau du C.N.O.A ou C.L.O.A.

b) Capacités techniques: moyens humains et matériels et références professionnelles.

- Listes des moyens matériels dûment

justifiés par la carte grise et l'assurance en cours de validité ou contrat de location (un contrat dûment notarié sera exigé à l'attributaire du marché avant l'attribution provisoire valable pendant la durée de l'exécution du projet), pour le matériel non roulant doit être justifié par les factures d'achat établies conformément à la réglementation en vigueur Ou par un PV de constat d'un huissier de justice d'une année le jour de l'ouverture des plis.

• Liste des moyens humains justifiés par copie des diplômes, la déclaration d'affiliation à la CNAS établie moins de trois mois à la date d'ouverture des plis ou par la déclaration annuelle des salaires (DAS) ou contrat d'insertion des diplômés (CID), contrat de travail Aidé (CTA) en cours de validité.

• Références professionnelles dûment justifiées (attestations de bonnes exécutions relatives aux principales maîtrises d'œuvre -Etude et suivi des travaux-, délivrées par le maître de l'ouvrage).

B. l'offre technique contient :

- La déclaration à souscrire, (jointe en annexe), renseignée en totalité, datée, signée et cachetée.
- Un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du présent décret.
- Le présent cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite. « lu et accepté ».
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires.

C. l'offre financière

- la lettre de soumission, (jointe en annexe), renseignée en totalité, datée, signée et cachetée.

- l'offre financière (Annexe 04), renseignée en totalité, datée, signée et cachetée.

Les trois offres seront insérées chacune dans des enveloppes séparées, distinctes et cachetées portant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe extérieure de la soumission fermée et anonyme adressée à Monsieur le Directeur Général de l'OPGI de CHLEF sis Boulevard Cd BOUNAAMA -CHLEF- comportant la mention :

A Monsieur le Directeur Général de l'OPGI de CHLEF
Soumission

Appel d'offre national ouvert avec exigences de capacités minimales N°: 04/2022

Objet: Etude d'adaptation et suivi pour la réalisation en TCE y compris VRD de 30 logements LPA + 06 logements promotionnels libres à HAY BEN SOUNA - CHLEF

Programme 2018

« A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

La durée de préparation des offres est fixée à **Dix (10) jours** à partir de la première parution sur les quotidiens nationaux ou sur le BOMOP.

Le jour et l'heure limite de dépôt des offres et le jour et l'heure d'ouverture des plis, de candidatures, techniques et financiers correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres - Heure de dépôt : Avant 11h00 mn, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires sont cordialement invités à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le dernier jour de la durée de préparation des offres à 11h00mn.

La durée de validité des offres est égale 1000 jours **(trois (03) mois + la durée de préparation des offres)**.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour un délai de **trois (03) mois** augmentée du délai de préparation des offres à compter de la date de dépôt des offres.

JM ORAN 2022

Le choix d'un groupe pour organiser les cérémonies d'ouverture et de clôture (responsable)

Un groupe international regroupant l'Office national de la culture et de l'information (ONCI) et une société étrangère a été choisi pour l'organisation des cérémonies d'ouverture et de clôture de la 19e édition des Jeux méditerranéens qui se tiendront l'été prochain à Oran, a-t-on appris lundi du président du Comité des cérémonies, Salim Dada.

Animant une conférence de presse au forum du quotidien El Djoumhouria paraissant à Oran, en présence du commissaire de la 19e édition des Jeux méditerranéens Mohamed Aziz Derouaz, M. Dada a souligné que le choix s'est porté sur "un groupe international méditerranéen qui renferme l'ONCI, exécuteur artistique et technique, et une société étrangère pour l'organisation des cérémonies d'ouverture et de clôture de cette manifestation sportive".

Cette société a, à son actif, pas moins de 30 grandes manifestations sportives en Europe, Asie et Afrique, a-t-il indiqué, soulignant que les cérémonies d'ouverture et de clôture sont considérées comme l'indice de réussite des JM et la première vitrine de cet événement sportif.

Après avoir évoqué les différentes étapes de sélection des entreprises chargées de l'aspect technique et artistique de ces deux cérémonies, le même responsable a assuré que le scénario des deux cérémonies

sera "d'un haut niveau de compétence technique et de présentation" et s'articulera autour de quatre éléments, à savoir "l'Algérie, sa profondeur historique et sa dimension africaine et méditerranéenne", "l'Algérie, berceau de civilisations successives", "la culture, le patrimoine, les coutumes, les artistes et les personnalités d'Oran", "l'Algérie et la Méditerranée", en plus d'aborder le rôle du sport dans l'unification des peuples et comme moyen d'amitié.

Salim Dada a également précisé que les cérémonies d'ouverture et de clôture seront présentées avec un arrangement moderne en musique, danse, chant et interprétation, en introduisant des arts numériques pour un spectacle à la hauteur des aspirations du citoyen algérien et des invités à cette manifestation sportive, signalant que la cérémonie d'ouverture durera deux heures au maximum, alors que celle de la cérémonie de clôture se fera en 70 minutes avec un

spectacle haut de gamme. Le comité chargé des deux cérémonies a lancé un concours pour sélectionner les participants aux mouvements d'ensemble des deux cérémonies (comparses) qui seront organisées les 27 et 28 avril courant à la maison de jeunes Maoued Ahmed d'Oran qui restent ouverts à tous les pratiquants du théâtre, de la danse, aux sportifs, étudiants et autres, a annoncé le même responsable, soulignant que le comité a besoin de pas moins de 500 à 700 participants entre acteurs, danseurs et sportifs.

La conférence de presse a été mise à profit par le chef du comité des cérémonies d'ouverture et de clôture des JM pour annoncer les résultats du concours de la meilleure musique (jingle) pour l'accompagnement des cérémonies de remise des médailles où Samia Guebouba d'Alger et Hamza Boussali de Tlemcen ont été lauréats ex aequo au concours qui a vu la participation de 62 candidats présentant 112 œuvres.



Pour ce qui est des activités culturelles qui se tiendront avant et pendant cette manifestation sportive, M. Dada a annoncé la programmation de trois festivals de musique local, national et international, que sont le "Festival de danse traditionnelle de Sidi Bel-Abbes", le "Festival de la chanson oranaise" et le "Festival international de l'été d'Algérie", ainsi que "Les premières journées du théâtre de rue", "Journées du théâtre méditerranéen", "Journées du cinéma méditerranéen" et "Exposition d'arts plastiques".

Il a également fait part de la programmation d'une "résidence artistique des peintures murales"

et une autre littéraire, en présence d'écrivains et de poètes de pays méditerranéens et un album de bande dessinée, ainsi que l'élaboration d'un magazine de sport spécial enfants et autres activités qui seront abrités par les wilyays avoisinantes d'Oran.

Pour le volet du tourisme, plusieurs circuits touristiques thématiques été retenus et incluent divers sites archéologiques et historiques de la ville d'Oran, ainsi que des expositions en artisanat, a souligné le président du Comité des cérémonies d'ouverture et de clôture de la 19e édition des Jeux méditerranéens.

TENNIS DE TABLE - CHAMPIONNAT NATIONAL INDIVIDUEL :

Aïssa Belkadi et Widad Nouari sacrés



Les pongistes Aïssa Belkadi (Raed Arbaa) et Widad Nouari (Club Ouargla) ont été sacrés champions d'Algérie de tennis de table, lors de la 3e et dernière phase du

Championnat national individuel, disputée le week-end dernier au Centre de regroupement des équipes nationales à Souidania (Alger). Chez les messieurs, le podium a été complété par Abderrahmane Azala (Club Attaf) et Abdelhamid Tifoura (Clud Hadjoui), alors que Lynda Leghribi (Club Alger) et Katia Kessassi (licence individuelle) se sont, respectivement, adjugées les médailles d'argent et de bronze du podium féminin. Dans une déclaration à la presse, le président de la Fédération algérienne de la

discipline (FATT), Toufik Aïlem, s'est félicité de "la réussite" de cette compétition, qui s'est déroulée dans "d'excellentes conditions et a enregistré une rude concurrence entre les participants". En marge de la compétition, la direction technique de la FATT a tenu une réunion avec un représentant de la commission du suivi de la préparation des équipes nationales pour les compétitions internationales, sur les prochaines étapes de préparation des pongistes algériens en prévision des Jeux méditerranéens d'Oran 2022.

FUTSAL (TOURNOI DE LA PRESSE) :

Défaite de l'équipe de l'APS face à Dzair Tub, lors de la 3e journée (gr C)

L'équipe de l'APS (Algérie presse service) a été battue, en toute logique, par celle de 'Dzair Tub' sur le score de 4-1, mi-temps 1-1, dimanche soir, en match de la 3e journée, groupe C (Skandar Sidi Mohamed), joué à la Coupole de l'office du complexe olympique (OCO), pour le compte du tournoi de Futsal, de la presse nationale, initié par l'Organisation Nationale des Journalistes Sportifs Algériens (ONJSA).

Après une première période très équilibrée et achevée par un score de parité (1-1), les protégés de l'entraîneur de l'équipe de l'APS, Karim Guerach ont fléchi, physiquement, en seconde mi-temps, surtout après le deuxième but de 'Dzair Tub', baissant, par la suite la garde et encaissant trois autres buts (4-1). Par cette première

défaite, l'équipe de l'APS a hypothéqué ses chances de qualification pour les quarts de finale, qui passera, tout d'abord par une victoire impérative, demain (mardi), face à 'Awres', qui partage la seconde position avec 4 points, et attendre une victoire ou un nul d'Ennahar Online face à 'Dzair Tub' (2e avec 4 pts). La victoire surprise d'Ennahar Online' lundi aux dépens du leader du groupe (7 pts), 'El Fedjr' (1-0) a tout relancé dans le groupe, car même une victoire d'Ennahar Online contre Dzair Tub (dernier avec 3 pts) et un nul entre APS et Awres, lui permettra de passer aux quarts. Le programme de la soirée de lundi propose les rencontres du groupe B (Adlene Hamidechi) qui opposeront: 'El Bilad TV'- 'Radio nationale' (22h30) et 'Ennahar TV'- 'Echourouk TV' (23h.30).

Cette dernière journée permettra également de connaître les qualités du groupe B aux quarts de finale. Avant les deux journées du premier tour qui prendra fin, mardi, quatre formations ont déjà assuré leur présence aux quarts de finale. Il s'agit d'El Hayat TV et 'Horizons', 1er et 2e du groupe A (Adlene Hamidechi) et 'ALG24 News' et 'Chabara Sport' du groupe D (Adlene Chouial). Le tirage au sort des quarts de finale aura lieu, lundi en soirée à la Coupole de l'office du complexe olympique (OCO), après la fin des matchs de la 5e et dernière journée du groupe B. Et selon le système de la compétition, le club qui terminera 1er de son groupe sera opposé le second de l'un des trois autres groupes.

Le 1er du groupe (A), 'El Hayat TV' affrontera soit le second du groupe N, C ou D. Dix huit (18) équipes de différents médias nationaux, prennent part à la 1re édition du tournoi de Futsal de la presse nationale qui prendra fin le 27 avril. Les équipes participantes ont été réparties en quatre groupes, deux de quatre équipes et deux de cinq. Après un premier tour joué en mini-championnat, les deux premiers de chaque groupe passeront aux quarts de finale. L'édition 2022 du tournoi a été dédiée à la mémoire de quatre confrères récemment décédés à savoir, Adlene Hamidechi, Adlene Chouial, Skandar Sidi Mohamed et Abdelkader Djelboune, qui ont marqué par leur écrits, la scène médiatique sportive nationale.

KARATÉ (PREMIER LEAGUE DU PORTUGAL): La sélection algérienne présente avec 7 athlètes

La sélection algérienne de karaté-do, spécialité kumité, sera présente avec sept athlètes (4 messieurs et 3 dames) au tournoi international du Portugal, prévu du 22 au 24 avril pour le compte de la première édition du circuit mondial "Premier League", a-t-on appris, lundi, auprès de



l'instance fédérale algérienne. Les représentants algériens à cette compétition visent, selon l'instance fédérale, à réaliser des résultats positifs afin de renouer avec les bonnes performances acquises, dans un passé récent, par le karaté algérien, d'autant plus que le tournoi du Portugal va enregistrer la présence de l'élite mondiale de la discipline.

La délégation sportive algérienne comprend en son sein, les deux champions d'Afrique Cylia Ouikane et Hocine Daikhi, sur lesquels le staff technique fonde beaucoup d'espoir. Le rendez-vous de Turquie constitue pour Cylia Ouikane, médaillée d'or au dernier championnat d'Afrique en Egypte, la première compétition dans l'épreuve du Circuit mondial "Premier League". En revanche, son coéquipier Daikhi, va à nouveau participer à cette compétition, et tentera de rééditer sa performance signée à Dubaï, il y a trois ans.

Outre ces deux athlètes, d'autres karatékas ambitionnent de s'illustrer, à l'image de Foued Benbara qui va étrener sa première participation à ce rendez-vous mondial, au côté de, Youcef Boukhechba et Alaeddine Selmi, eu égard à leur prestation lors du dernier championnat du monde de Dubaï.

De son côté, le champion du monde juniors Ayoub Helassa tentera d'afficher ses ambitions et de bousculer la hiérarchie dans la catégorie des 60 kg, lui qui a été retenu par la World Federation of karate (WFK) pour représenter l'Algérie aux Jeux mondiaux prévus l'an prochain aux Etats-Unis.

Chez les dames, l'Algérie participera au tournoi international du Portugal avec trois athlètes dont Louiza Bouriche (-55 kg) qui vise à réaliser un bon résultat afin d'améliorer son classement mondial. En prévision de ce rendez-vous, les sélectionnées algériennes ont effectué, au courant de la semaine au niveau de l'Ecole supérieure de la technologie du sport (ESTS) d'Alger, des tests d'évaluation, sous la supervision du directeur technique national, Abdallah Saïdji, des entraîneurs de la sélection nationale et des arbitres nationaux. Le tournoi international du Portugal verra la participation de 360 athlètes de tous les continents et devrait connaître un haut niveau.

MONDIAL-2022 (BARRAGES RETOUR) ALGÉRIE-CAMEROUN 1-2 "La FAF prête à saisir le TAS" (membre fédéral)

La Fédération algérienne de football (FAF) est disposée à saisir le Tribunal arbitral du Sport (TAS) de Lausanne, dans le cas où le verdict attendu de la Fédération internationale (FAF) ne sera pas favorable à l'équipe nationale, victime de décisions arbitraires de l'arbitre gambien Bakary Gassama, lors du match face au Cameroun (1-2), disputé le 29 mars dernier à Blida, comptant pour les barrages (retour) du Mondial 2022 au Qatar, a appris l'APS mardi auprès d'un membre du Bureau fédéral de la FAF.

"L'instance fédérale sous la présidence de Charaf-Eddine Amara, a entrepris, conformément aux recommandations de ses conseils juridiques, une demande à la Fifa à l'effet de faire examiner le dossier de réclamation introduit au sujet de la rencontre, par la Commission d'arbitrage de la Fifa, seule habilitée à mettre la lumière sur l'impartialité de l'arbitre du match.

Les preuves impliquant l'arbitre Bakary Gassama sont au niveau de la commission de discipline", indique la même source.

Dans un communiqué publié lundi soir sur son site officiel, la FAF a affirmé que "cette demande est motivée par le fait que le dossier de réclamation introduit s'appuie sur un argumentaire et des considérations techniques liées à l'arbitrage qui nécessitent un examen de la part d'une structure spécialisée".

Selon la même source, la



FAF s'est appuyée dans son dossier sur la nécessité de revenir aux enregistrements vidéo qui ont eu lieu entre le

directeur de jeu Gassama et les arbitres de l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR).

Pour rappel, lors de barrage

(aller) disputé le 25 mars au stade de Japoma à Douala, l'équipe nationale d'Algérie s'est imposée 1 à 0.

LIGUE 1 - USM ALGER

L'entraîneur serbe Krmpotic remercié



L'entraîneur de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne), le Serbe Zlatko Krmpotic, a été démis de ses fonctions, alors que l'intérim va être assuré par son adjoint, le Marocain Djamil Ben Ouahi, a annoncé le P-dg du Groupe Serport et président

du Conseil d'administration de la SSPA/USMA, Achour Djeloul.

"Nous avons décidé de limoger l'entraîneur serbe Krmpotic suite aux mauvais résultats enregistrés par le club depuis son arrivée à la tête du staff tech-

nique. Avec une seule victoire, deux défaites et six nuls, je pense que le bilan est en deçà de nos espérances. L'intérim va être assuré par l'entraîneur adjoint, le Marocain Djamil Ben Ouahi.", a déclaré Djeloul à la chaîne TV El Heddaf TV.

Concernant le directeur sportif, Hocine Achiou, le Pdg du groupe Serport a indiqué que "ce dernier a résilié son contrat avec le club algérois", soulignant à cette occasion que "la direction générale prendra le temps qu'il faudra pour désigner son remplaçant".

Le technicien serbe Zlatko Krmpotic (63 ans) a été nommé entraîneur de l'USMA le 9 février 2022 pour un contrat de six mois, en remplacement du Français Denis Lavagne, limogé en décembre 2021.

À l'issue de la 26e journée, l'USMA occupe la 7e place avec un total de 39 points au classement du championnat de Ligue 1 (neuf victoires, 12 nuls et 5 défaites).

LIGUE 1 (ES SÉTIF)

Le Serbe Darko Novic prend ses fonctions

Le nouvel entraîneur serbe de l'ES Sétif Darko Novic, à entamé ses fonctions avec sa nouvelle formation, en dirigeant sa première séance d'entraînement, tenue dimanche soir au stade du 8-mai 1945 de Sétif, rapporte le club de la Ligue 1 de football sur sa page officielle Facebook.

"La direction du club a trouvé un accord avec l'entraîneur serbe Darko Novic pour diriger l'équipe jusqu'à la fin de la saison", a indiqué l'Entente dans un communiqué.

Novic (50 ans) remplace le Tunisien Nabil Kouki, limogé en février dernier à l'issue de la défaite concédée à Durban face aux Sud-africains d'Amazulu (1-0), pour le compte de la 3e journée (Gr.B) de la phase de poules de la Ligue des

champions d'Afrique. Le technicien serbe, détenteur d'une licence Pro UEFA, restait sur une expérience chez le club saoudien d'Al-Batin (Div.1), où il avait été chargé d'assurer l'intérim.

Auparavant, il avait assuré aux destinées techniques de l'équipe qatarienne d'Al-Shamal (octobre 2018 - juillet 2020).

Avant d'engager les services de Novic, la direction de l'ESS a confié l'intérim à l'entraîneur de la réserve Réda Bendriss, qui a réussi à mener les coéquipiers du capitaine d'Akram Djahit aux quarts de finale de la Ligue des champions.

L'ESS reste sur une match nul concédé face aux Tunisiens de l'ES Tunis (0-0) ven-



dredi soir au stade olympique du 5-juillet d'Alger.

Novic effectuera ses grands débuts sur le banc vendredi, à l'occasion de la seconde manche prévue au stade Hammedi Agrebi à Radès (22h00).

En cas de qualification, l'ESS rencontrera en demi-finale le vainqueur de l'autre quart de finale entre les Egyptiens d'Al-Ahly et les Marocains du Raja Casablanca (2-1 pour Al-Ahly à l'aller, ndlr).

LIGUE DES CHAMPIONS (1/4 DE FINALE - RETOUR) WAC-CRB L'Égyptien Amine Mohamed Omar au sifflet

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral égyptien conduit par Amine Mohamed Omar, pour diriger le match entre le Wydad Casablanca et le CR Belouizdad, samedi prochain au stade Mohamed V de Casablanca (23h00), comptant pour les quarts de finale (retour) de la Ligue des champions d'Afrique de football, a annoncé le club algérois lundi sur sa page officielle Facebook.

Amine Mohamed Omar sera assisté de ses compatriotes Mahmoud Ahmed Kamel (1er assistant) et Ahmed Houssam Taha Ibrahim (2e assistant), précise la même source.

Lors de la première manche disputée samedi soir au stade olympique du 5-juillet d'Alger, le CRB s'est incliné sur le score de 1 à 0. L'unique but de la partie a été inscrit par le Congolais Guy Mbenza (46e).

En cas de qualification, l'actuel leader du championnat de Ligue 1 rencontrera en demi-finale le vainqueur de l'autre quart de finale entre les Angolais de Petro Atlético et les Sud-africains de Mamelodi Sundowns (2-1 pour Petro Atlético à l'aller, ndlr).

LIGUE DES CHAMPIONS FÉMININE 2022 Lancement du processus d'octroi de licence aux clubs de la CAF

Le processus d'octroi de licence aux clubs de la CAF pour la Ligue des Champions Féminine de la CAF 2022 est ouvert et s'étendra jusqu'au 31 mai 2022, a indiqué la Confédération africaine de football lundi.

L'octroi de licence aux clubs est au centre de la mission de la CAF consistant à promouvoir et professionnaliser le football en Afrique.

L'édition inaugurale de la Ligue des Champions Féminine de la CAF s'est déroulée en Egypte en 2021.

Les Associations Membres (AM) de la CAF souhaitant engager leurs clubs respectifs dans les éliminatoires de zone et à la phase finale de l'édition 2022 doivent remplir les critères suivants : L'AM doit avoir une ligue nationale féminine active depuis au moins (3) trois saisons à compter de 2015.

La ligue nationale féminine de l'AM doit comprendre un minimum de (10) dix équipes dans chacune des saisons actives.

La formation algérienne d'Affak Relizane qui avait échoué à se qualifier pour la première édition de la Ligue des champions, devrait prendre part au éliminatoires de l'édition 2022.

TRANSFERT

Benlamri convoité en Arabie saoudite

Le défenseur international algérien Djamel Eddine Benlamri, dont le contrat avec Qatar SC a été résilié dimanche à l'amiable, est convoité par des clubs saoudiens en vue d'un éventuel transfert pour la saison prochaine.

"J'ai reçu plusieurs appels de clubs saoudiens pour Benlamri", a indiqué l'agent du joueur Abdelmadjid Bouameur dans la nuit de dimanche à lundi, lors d'un live sur Instagram.

Le Qatar SC a annoncé dimanche soir avoir trouvé un accord avec Benlamri (32 ans) pour une résiliation du contrat à l'amiable. Le défenseur central algérien avait rejoint Qatar SC en juillet 2021 pour un contrat de deux saisons, après une courte expérience au sein de l'Olympique lyonnais (Ligue 1/France). Le joueur a tenu à saluer ses coéquipiers, lors de la séance d'entraînement qui s'est déroulée dimanche soir, tout en prenant une photo souvenir avec eux. Benlamri n'aura



fait qu'un passage éclair au Qatar ne disputant que 19 matchs cette saison, inscrivant trois buts et délivrant une passe décisive. Le dé-

fenseur algérien avait porté auparavant les couleurs du NA Hussein-Dey, de la JS Kabylie et de l'ES Sétif en Algérie, avant d'embrasser

une carrière à l'étranger d'abord avec Al-Shabab d'Arabie saoudite (2016-2020) puis à l'OL (2020-2021).

LIGUE 1 FRANÇAISE (STADE BRETOIS 29) Belaili incertain face à Lyon (Der Zakarian)

L'ailier international algérien du Stade brestois 29 Youcef Belaili, blessé, est incertain pour la réception de l'Olympique lyonnais mercredi (20h00), dans le cadre de la 33e journée de Ligue 1 française de football, a annoncé mardi son entraîneur Michel Der Zakarian.

"Youcef Belaili, Brendan Chardonnet, et Franck Honorat sont incertains", a indiqué le coach breton lors d'une conférence de presse, sans pour autant préciser la nature de la blessure du joueur algérien.

De retour dans le onze samedi, lors de la défaite concédée en déplacement face à l'AS Saint-Etienne (2-1), Belaili a cédé sa place à l'heure de jeu.

Arrivé à Brest après la dernière Coupe d'Afrique des nations 2021 (reportée à 2022) au Cameroun, Belaili (30 ans) s'est engagé avec le club breton pour une durée de 5 mois.

Son contrat qui prendra fin en juin 2022, comprend une option de deux ans supplémentaires chez les "Pirates".



Selon la presse française, le Stade brestois ne compte pas faire signer un nouveau contrat pour le natif d'Oran, lui qui peine à s'affirmer au sein de son équipe, en comptant 8 apparitions en champ ionnat, dont

six titularisations. Au terme de la 32e journée, la formation de Brest où évolue l'autre international algérien Haris Belkebla, pointe à la 12e place avec 39 points, et reste loin de la zone de relégation.

FOOTBALL

Charaf-Eddine Amara intègre la commission des finances de la CAF

La Confédération africaine de football (CAF) a confirmé la nomination du président de la Fédération algérienne de football (FAF), Charaf-Eddine Amara, à la commission des Finances, pour la période 2022-2024, a annoncé l'instance fédérale mardi dans un communiqué publié sur son site officiel. "Au nom du président de la CAF, Dr. Patrice Motsepe, nous avons le plaisir de vous annoncer votre nomination comme mem-

bre de la Commission des Finances de la CAF, qui est intervenue conformément aux statuts de la CAF", a indiqué la correspondance envoyée à la FAF, signée par le secrétaire général de la CAF, Veron Mosengo-Omba. Le président de la CAF a saisi cette opportunité pour adresser ses félicitations au président de la FAF, le remerciant par avance pour "la participation et la contribution au sein de la commission des finances

de la CAF", conclut le communiqué. Pour rappel, Charaf-Eddine Amara a décidé de démissionner de son poste suite à l'échec de l'équipe nationale à se qualifier à la Coupe du monde 2022 au Qatar (21 novembre - 18 décembre), en s'inclinant à domicile en barrages (retour) face au Cameroun (1-2), le 29 mars dernier à Blida. Il remettra officiellement sa démission lors de l'Assemblée générale ordinaire prévue le 19 mai.



COLOMBIE

Le sélectionneur Reinaldo Rueda évincé

Reinaldo Rueda a perdu son poste de sélectionneur de la Colombie après l'échec des Cafeteros dans la campagne de qualification pour le Mondial-2022, a annoncé lundi la Fédération colombienne de football. La fédération précise

dans un communiqué que "son encadrement technique" est également relevé de ses fonctions et qu'elle "va évaluer les options existantes ou qui pourraient advenir" pour déterminer son remplaçant. La Colombie, qui n'avait plus man-

qué une Coupe du monde depuis 2010, a échoué à la sixième place de la zone de qualification sud-américaine, un point derrière le Pérou, qui disputera un match de barrage contre le vainqueur d'Australie-Emirats arabes unis.

CHAMPIONNAT DE FRANCE (33E JOURNÉE)

Le PSG pour un 10^e sacre, derby de la Côte d'Azur

La 33e journée du Championnat de France mercredi regorge d'enjeux: le Paris SG peut être titré à Angers, le derby de la Côte d'Azur entre Monaco et Nice vaut cher pour l'Europe et le duel Strasbourg-Rennes oppose deux buteurs, Ludovic Ajorque et Martin Terrier.

Sur les bords de la Méditerranée, deux ambitieux candidats aux Coupes européennes s'affrontent à cinq journées de la fin de saison. Monaco (6e) vient d'enchaîner quatre succès de rang, dont le dernier, 3-2 face à Rennes (3e), l'a relancé dans la course aux trois premières places, synonymes de qualification à la Ligue des champions (ou aux tours préliminaires).

Quant à l'OGC Nice, 4e avec un point d'avance sur l'ASM et deux de retard sur les Bretons, il a dû batailler pour décrocher dimanche sa première victoire en cinq matches (2-1 contre Lorient) et rester dans la course.

La marge d'erreur est faible pour les partenaires de Hicham Boudaoui.

Le PSG termine sa saison dans la confusion, quasiment assuré de remporter la Ligue 1 avec une énorme avance, mais dans la défiance de ses supporters et en affichant un triste niveau de jeu.

Après un classique contre l'OM certes gagné (2-1) mais très brouillon, les Parisiens feraient mieux d'atteindre rapidement leur objectif pour mettre leur terne saison derrière eux.

Avec 15 points d'avance sur Marseille, ils peuvent déjà s'assurer le sacre à Angers à condition de faire mieux que Marseille, hôte de Nantes à la même heure.

"Le club peut remporter un dixième titre, c'est quelque chose, ce serait mieux de le fêter tous ensemble", plaide l'entraîneur Mauricio Pochettino, déçu du comportement des ultras qui ont rechigné à encourager leur équipe dimanche au Parc des princes.

Programme de la 33e journée:**Mercredi 20 avril**

Bordeaux - Saint-Etienne

Troyes - Clermont

Lorient - Metz

Reims - Lille

Monaco - Nice Lens - Montpellier

Brest - Lyon

Strasbourg - Rennes

Angers - Paris SG

Marseille - Nantes.

ESPAGNE

Grenade engage Karanka à la place de son entraîneur intérimaire

Grenade a engagé l'entraîneur basque Aitor Karanka pour remplacer Ruben Torrecilla, qui assurait l'intérim depuis le limogeage de Robert Moreno le 6 mars, a annoncé le club de première division espagnole lundi soir dans un communiqué.

"Le nouvel entraîneur rojiblanco dirigera dès demain mardi la session d'entraînement de l'équipe première, et s'assoira mercredi sur le banc du Wanda-Metropolitano pour son premier match comme entraîneur du Grenade FC face à l'Atlético Madrid", détaille le club dans son communiqué.

Karanka, 48 ans, a accepté le difficile défi de maintenir Grenade, actuel 17e et premier non-relégable de Liga à égalité de points avec le premier relégable, Majorque (29 pts), en première division espagnole la saison prochaine.

Il lui restera cinq matches après celui contre l'Atlético pour redresser la barre.

APS

MILAN : une enveloppe de 300 millions d'euros cet été ?

Proche d'être racheté par le fonds bahreïni Investcorp (voir la brève d'hier à 16h08), le Milan AC sera-t-il l'un des grands animateurs du prochain mercato estival ? Cela pourrait bien être le cas, à en croire les informations de La Gazzetta dello Sport. Le quotidien italien révèle que les futurs propriétaires veulent frapper fort cet été sur le marché des transferts. Ainsi, la direction milanaise se verrait confier une enveloppe de 300 millions d'euros pour le recrutement ! Ce budget conséquent permettrait aux Rossoneri d'avancer sereinement sur les dossiers évoqués ces dernières semaines (Sven Botman, Divoock Origi, Renato Sanches, Marco Asensio, Domenico Berardi) mais aussi de se placer sur d'autres pistes. Le journal au papier rose cite les noms de Raheem Sterling (Manchester City), Sébastien Haller (Ajax), Nicolo Zaniolo (AS Rome), Christopher Nkunku (RB Leipzig) ou encore Isco (Real).



SUPERCOUPE D'ESPAGNE Diego Simeone évoque le scandale des enregistrements

C'est l'affaire qui fait grand bruit en Espagne et qui fait aussi couler beaucoup d'encre ces dernières heures. Les enregistrements datant de 2018 et 2019 dévoilés par El Confidencial, où l'on peut entendre Gerard Piqué et Luis Rubiales, président de la Fédération espagnole (RFEF), parler organisation de la nouvelle Supercoupe d'Espagne. En conférence de presse ce mardi, Diego Simeone, l'entraîneur de l'Atlético de Madrid, s'est exprimé à ce sujet.

«Nous sommes très fiers de concourir de cette manière. Nous nous référons dans des équipes comme le Betis, Séville, Villarreal, la Real Sociedad. Je pense que nous sommes dans le même panier. Ce qui ressort de l'actualité, c'est qu'en ce qui concerne la Supercoupe en Arabie saoudite, la Fédération sera plus favorisée si le Real Madrid et le FC Barcelone y vont, donc ils devront mieux l'expliquer pour que nous soyons plus tranquilles.» Le défenseur du Barça est lui sorti du silence sur sa chaîne Twitch.

REAL MADRID

Bale, une préférence pour l'Espagne ?

Lié au Real Madrid jusqu'en juin, l'ailier Gareth Bale (32 ans, 5 matchs et 1 but en Liga cette saison) ne prolongera certainement pas et devrait plier bagage à l'issue de son contrat. Mais s'il s'apprête à quitter la Maison Blanche, le Gallois pourrait en revanche continuer en Espagne. C'est du moins son souhait selon les informations du média El Chiringuito.

Visiblement heureux de l'autre côté des Pyrénées, le Britannique envisagerait de rester en terres ibères dans les prochains mois. Reste maintenant à voir si un club de Liga va se positionner pour l'accueillir. Car l'ancien de Tottenham, brillant par le passé, représentera aussi bien un pari sur le plan sportif qu'un coup risqué financièrement, puisque le Britannique bénéficie actuellement d'un confortable salaire annuel estimé à plus de 16 M€ à Madrid...

Jeu de dimanche dernier, deux pistes concrètes avaient été évoquées pour Bale en Grande-Bretagne, avec des intérêts présumés de son ancien club, Tottenham, et de l'équipe de sa ville natale, Cardiff. La donne aurait-elle changé ?



BAYERN MUNICH L'intérêt pour Nkunku se confirme

Étincelant avec le RB Leipzig depuis le début de la saison, le milieu offensif Christopher Nkunku

(24 ans, 44 matchs et 30 buts toutes compétitions cette saison) a vu sa cote grimper en flèche et suscite déjà les intérêts de nombreux cadors, parmi lesquels le Bayern Munich (voir ici).

D'après les informations du quotidien allemand Kicker ce mardi, les Roten considèrent d'ailleurs réellement le néo-international français comme une cible de choix en vue du prochain mercato d'été, dans l'optique notamment de pallier un éventuel départ de l'ailier Serge Gnabry ou de l'attaquant Robert Lewandowski, dont les contrats respectifs courent jusqu'en 2023.

Néanmoins, en cas d'approche concrète, le Rekordmeister aura tout intérêt à se montrer convaincant pour faire fléchir le RBL, très attaché à l'ancien Parisien, à qui il reste 2 ans de contrat.



BARCELONE Xavi se dit inquiet pour la C1

Le FC Barcelone a concédé une défaite surprise à domicile contre Cadix (0-1), lundi soir, en championnat. L'entraîneur barcelonais Xavi estime que ce revers met en péril la qualification des Blaugrana pour la prochaine Ligue des Champions.

"On a manqué une occasion en or de marquer la différence avec les autres équipes engagées dans la bataille pour la Ligue des Champions, a regretté le coach du club catalan. On a presque dit adieu au titre. On doit faire notre autocritique. On est le Barça, on doit faire mieux, produire davantage de jeu. (...) Je considère que la responsabilité est mienne, je discuterai avec les joueurs, parce que cette défaite met en péril notre qualification pour la prochaine Ligue des Champions. Les joueurs doivent montrer plus d'envie, plus de foi. Cela m'inquiète, clairement. On doit être plus humbles. On a changé notre style de jeu, notre identité, mais on doit encore progresser. Et il faut se qualifier pour la Ligue des Champions de quelle manière que ce soit."

Deuxième de Liga derrière le Real Madrid, avec un match en retard, le Barça possède trois points d'avance sur le cinquième, le Betis.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication Abdelmajid CHERBAL

Directeur de la rédaction A. CHERBAL

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97» FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE-RUSSIE

Le Président Tebboune reçoit une communication téléphonique de son homologue russe, Vladimir Poutine

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi, une communication téléphonique de son homologue russe, M. Vladimir Poutine, indique un communiqué de la Présidence de la République.

Les deux chefs d'Etat "ont échangé des félicitations à l'occasion du 60^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays et ont exprimé leur satisfaction pour les progrès enregistrés par la coopération bilatérale dans tous les domaines". Ils se sont également accordés sur "les visites de haut niveau entre les dirigeants algériens et russes, ainsi que sur la prochaine réunion de la commission conjointe de coopération écono-



mique". Les deux chefs d'Etat ont évoqué la crise ukrainienne et ont souligné "l'importance d'une solution politique conforme aux principes

du droit international et de la Charte des Nations Unies", note la même source.

Les présidents Abdelmadjid Tebboune et Vla-

dimir Poutine "ont procédé à un échange de vue sur la situation internationale. Ils ont ainsi relevé les graves développements affectant la sécurité des citoyens palestiniens, ainsi que les atteintes à la sacralité des lieux saints de l'islam à El-Qods, tout en réaffirmant le soutien de leurs pays à une paix juste et durable au Moyen-Orient devant consacrer les droits nationaux inaliénables du peuple palestinien", ajoute la même source.

MAROC-PALESTINE

Blocage d'une déclaration sur la Palestine : Belani dénonce le "comportement irresponsable" du Maroc

L'Envoyé spécial chargé de la question du Sahara occidental et des pays du Maghreb, Amar Belani a dénoncé lundi le "comportement irresponsable" de la diplomatie marocaine après le blocage d'une déclaration du Groupe arabe à l'ONU visant à condamner les graves violations par les forces de l'occupant sioniste de la sacralité des lieux saints à Al-Qods.

"Encore une fois, le comportement irresponsable de la diplomatie marocaine, à travers l'activisme de mauvais aloi de son inénarrable représentant permanent à New York, vient de jeter une lumière crue sur l'opportunisme déplorable des autorités marocaines qui se sont assurées une rente viagère sur la question palestinienne, en particulier la présidence virtuelle du Comité Al-Qods, dont elles tirent des dividendes immérités, sur les plans politique et diplomatique, et ce sur le dos du peuple palestinien martyrisé par l'occupation et la répression", a indiqué M. Belani dans une

déclaration à l'APS. La réaction de l'Envoyé spécial au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger intervient après le blocage par le représentant permanent du royaume du Maroc à l'ONU, de la déclaration initiée dans le cadre du groupe des ambassadeurs arabes pour condamner les graves violations par les forces d'occupation sionistes de la sacralité des lieux saints à Al-Qods et de la répression sauvage qui s'est abattue sur des fidèles innocents.

Selon M. Belani, "la présidence en creux du Comité Al-Qods, dont la dernière réunion remonte à l'année 2014, a complètement et volontairement étouffé cette instance censée veiller et protéger les lieux saints musulmans de la ville, démontrant ainsi que l'instrumentalisation de cette instance poursuivait d'autres objectifs, notamment le fait de se ménager, sur la scène régionale, une capacité de manoeuvre et d'influence afin de préserver de bonnes

relations avec l'entité sioniste et de légitimer un statut religieux unilatéral afin de ne pas se faire déborder par des courants islamistes sur la scène intérieure". "Alors que la déferlante de la violence s'abat sauvagement sur des Palestiniens innocents sur l'esplanade des mosquées, les contorsions indignes de la diplomatie marocaine à New York viennent d'offrir à la communauté internationale le spectacle lamentable d'un pays dont la normalisation avec Israël a fait de la question palestinienne une ligne rouge à ne pas franchir, au point de bloquer un texte de compromis accepté par l'ensemble des ambassadeurs arabes", a-t-il ajouté.

"Fâché par la rupture des éléments de langage laudatifs auxquels elle était injustement habituée, la diplomatie marocaine a compris que le temps des hommages injustifiés et du fonds de commerce peu glorieux est désormais caduc face aux souffrances indicibles du peuple palestinien", conclut M. Belani.

INDUSTRIE

Hausse de 4,5% de la production du secteur public en 2021 (ONS)

La production industrielle publique a enregistré une hausse de 4,5% en 2021, année durant laquelle plusieurs secteurs avaient connu des "améliorations appréciables" en comparaison avec l'année d'avant, a appris mardi l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS). Plusieurs secteurs ont participé à cette amélioration: le secteur de l'Énergie, ceux de l'Agroalimentaires, les industries Sidérurgiques, Métalliques, Mécaniques, Électriques et Electroniques (ISMMEE) et celui des Mines et Carrières, précise l'organisme. Le secteur de l'Énergie a enregistré une hausse de 8,2% en 2021 par rapport à l'année précédente qui s'est caractérisé par une baisse de 2,8%. Le redressement de la production a été amorcé dès le deuxième trimestre de l'année avec un taux de 13%. Une "nette performance" a distingué les Hydrocarbures qui ont affiché une croissance de 3,4% en 2021 par rapport à l'année écoulée qui a connu une baisse de 8,2%. Un relèvement de la production est observé, également, dès le deuxième trimestre avec une hausse de 3,2%. Cette amélioration s'est consolidée au quatrième trimestre avec +9,7%.

Un redressement "appréciable" a caractérisé les Industries Agroalimentaires dont la variation de la production est passée d'une

baisse de 0,9% en 2020 à une hausse de plus de 15% en 2021. Cette amélioration a caractérisé les quatre trimestres de l'année, la plus prononcée ayant été enregistré durant le deuxième trimestre avec +24,3%. Après une baisse enregistrée en 2020, les ISMMEE ont affiché un redressement de la production en inscrivant une variation moyenne annuelle de 4,1% en 2021. Cette tendance haussière a été "remarquable" pour les deux premiers trimestres de l'année avec respectivement +8,6% et +50,7%. Après des variations négatives enregistrées en 2019 et 2020, les Mines et Car-

rières ont également connu une hausse de la production de 4,1% en 2021. Des taux "appréciables" sont relevés au deuxième et quatrième trimestres avec +9,8% et 13,3%. Les données de l'ONS relèvent, par ailleurs, que d'autres secteurs industriels ont connu un recul de la production l'année écoulée. Le secteur le plus touché et celui des textiles, qui a enregistré une baisse de 11,5%. Le secteur des matériaux de construction, malgré l'enregistrement de variations positives durant les deux premiers trimestres avec respectivement +2,5% et +7,8%, a vu sa croissance an-

nuelle moyenne baisser de 9,4%. Les industries Chimiques, des cuirs, chaussures et des bois, du liège et papier ont également reculé avec respectivement -8,2%, -7,1% et -2,8%, détaille l'organisme, relevant que les industries divers ont connu une baisse "plus prononcée" avec 16,9% en 2021. Durant le dernier trimestre 2021, la production industrielle du secteur public national a connu une hausse de 2,1%. Cette hausse a été tirée, essentiellement, par les secteurs de l'Agroalimentaires avec 16,8%, les Mines et Carrières (13,3%), les Hydrocarbures (9,7%), et l'Énergie avec +5,9%.

JUSTICE

Cour d'Alger: le procès en appel des accusés dans l'affaire "GB pharma" reporté au 10 mai

La Cour d'Alger a décidé mardi de reporter au 10 mai prochain le procès en appel des mis en cause impliqués dans l'affaire "GB pharma" et du financement occulte de la campagne électorale de la Présidence annulée d'avril 2019, dans laquelle sont poursuivis les deux anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, ainsi que l'ancien ministre, Abdelghani Zaalane. La Cour d'Alger avait confirmé, en février 2021, les jugements rendus en première instance

contre les mis en cause impliqués dans l'affaire de "GB pharma" et le financement occulte de la campagne électorale de la présidentielle annulée d'avril 2019, dans laquelle sont poursuivis les deux anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal condamnés à cinq (5) ans de prison ferme en sus de l'ancien ministre Abdelghani Zaalane qui a été acquitté. Ouyahia et Sellal sont accusés d'octroi de privilèges injustifiés au Groupe Condor et à ses filiales, dont des

facilitations pour la réalisation d'une usine de fabrication de médicaments "GB Pharma" outre l'abus de pouvoir dans la conclusion de marchés. Les frères Benhamadi sont également poursuivis pour participation au financement de la campagne électorale de l'ex-Président Abdelaziz Bouteflika, à travers un compte bancaire ouvert spécialement pour recueillir les apports financiers de parties sans aucun lien avec l'élection.

ALGÉRIE-LIBYE

Le Président Tebboune reçoit le chef du Gouvernement d'Unité nationale de Libye

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu lundi à Alger le chef du Gouvernement d'Unité nationale de Libye, M. Abdelhamid Dbeibah. "J'ai eu l'honneur aujourd'hui de rencontrer le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avec lequel nous avons abordé nombre de dossiers, notamment les prochaines élections en Libye", a déclaré à la presse M. Dbeibah à l'issue de l'audience. Il a ajouté "avoir présenté, lors de la rencontre, la vision de son gouvernement pour réaliser ce projet important et passer de la période de transition à la stabilité en Libye". Le chef du Gouvernement d'Unité nationale de Libye a précisé qu'il a aussi été question lors de la rencontre du "rôle important de l'Algérie en faveur de ces

élections et de leur nécessaire tenue dans les meilleurs délais possibles", ainsi que du "soutien à la coopération économique entre les deux pays, notamment dans le domaine du pétrole et du gaz, à la lumière de la conjoncture mondiale" actuelle. La rencontre s'est déroulée en présence du Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra, du Directeur de cabinet à la Présidence de la République, M. Abdelaziz Khellaf, et du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Kamal Beldjoud. Le chef du Gouvernement d'Unité nationale de Libye est arrivé lundi en Algérie dans le cadre d'une visite officielle.

ALGÉRIE-ARABIE SAOUDITE

Le Président Tebboune reçoit l'ambassadeur saoudien à Alger

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu mardi l'ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite en Algérie, Abdullah bin Nasser Abdullh Albussairy qui lui a transmis un message du roi Selmane Ben Abdelaziz Al Saoud dans lequel il a salué la voie de concertation et de coordination établie entre les deux pays, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu ce jour, l'ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite en Algérie, Abdullah bin Nasser Abdullh Albussairy qui lui a transmis un message de son frère, le Serviteur des Lieux saints, le roi Selmane Ben Abdelaziz Al Saoud dans lequel il lui a exprimé les sentiments de fraternité et d'amitié, et salué la voie de concertation et de coordination établie entre les deux pays frères", lit-on dans le communiqué.

"Le souverain saoudien a dit partager, dans son message, les vœux avec Monsieur le Président à l'égard de l'unité du rang arabe et du travail concerté pour l'essor de la Oumma arabe", a ajouté la même source. A cette occasion, poursuit le communiqué, "le serviteur des Lieux saints a affirmé au Président de la République l'attachement du Royaume d'Arabie saoudite, pays frère, à sa position constante à l'égard de la cause palestinienne pour l'établissement de l'Etat de Palestine sur les frontières de 1967 avec Al-Qods Est comme capitale, et ce, conformément à la légalité internationale".